Annexes

Ce paquet d'annexes contient les quatre catégories clés ci-dessous :

Annexe 1. Glossaire
Annexe 2. Études de cas sur les processus de planification multisectorielle pour la nutrition dans certains pays
Annexe 3. Exemples de modèles de Cadres communs de résultats de certains pays
Annexe 4. Exemples de structures de coordination multisectorielle de la nutrition dans certains pays

Annexe 1. Glossaire

Terme ou expression	Définition
Analyse du budget	Organisation des données budgétaires pertinentes et comparaison des allocations budgétaires (et des dépenses lorsque cela est possible) sur plusieurs années et dans différents secteurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, la protection sociale ou l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). (Module 4)
Capacités	Compétences et aptitudes aux niveaux humain, institutionnel, organisationnel et infrastructurel permettant de mettre en œuvre des programmes et de renforcer la gouvernance, en faveur de la nutrition en particulier. Lors de l'élaboration d'un plan multisectoriel pour la nutrition (PSMN), il est important de comprendre les capacités qui sont disponibles dans le pays pour la bonne conduite de la mise en œuvre du plan. (Module 2)
Causes de la malnutrition – directes	Facteurs immédiats qui contribuent à la malnutrition, concernant le plus souvent les apports alimentaires et l'état de santé en particulier. Les interventions spécifiques à la nutrition sont celles qui traitent les causes directes de la malnutrition. Elles se focalisent principalement sur les femmes et les enfants, mais elles comprennent également la supplémentation en nutriments divers (par exemple, le fer, l'acide folique, la vitamine A, l'iode) pour prévenir les carences nutritionnelles chez les populations ou des initiatives visant à changer les comportements – par exemple, les pratiques alimentaires des enfants, dont l'allaitement et l'alimentation de complément. La prise en charge de la malnutrition aiguë est également une intervention spécifique à la nutrition. (Module d'introduction)
Causes de la malnutrition – sous-jacentes	Facteurs qui sont plus éloignés/systémiques en contribuant à l'augmentation future de la malnutrition et qui couvrent différents secteurs, y compris l'agriculture, la santé publique, la protection sociale, l'éducation et WASH (eau, assainissement et hygiène), entre autres. Les interventions sensibles à la nutrition peuvent, par exemple, comprendre des actions visant à diversifier la production alimentaire ou à renforcer les moyens de subsistance des populations ; des systèmes permettant d'étendre la disponibilité et l'accessibilité des aliments pour assurer une consommation adéquate et répondre aux besoins en nutriments ; et des actions d'amélioration de l'assainissement et des environnements hygiéniques. (Module d'introduction)
Estimation des coûts	Estimation de la valeur des ressources requises pour les services et les interventions en faveur de la nutrition dans un cadre donné et sur une période spécifique, dont les services ou programmes spécifiques ou sensibles à la nutrition à l'échelle du pays, tels qu'ils sont identifiés dans le Cadre commun de résultats (CCR) ou le PSMN. (Module 4)
Cadre commun de résultats	Document ou ensemble de documents qui expose en détail les objectifs, les mesures, les cibles et les produits et résultats attendus d'un PSMN sur une période donnée, en attribuant à chacun des rôles et des responsabilités clairs. (Module 3)
Égalité	Concept désignant l'égalité des chances et des opportunités pour les femmes (et les hommes, ou les filles et les garçons) en matière d'accessibilité et de contrôle des ressources sociales, économiques et

Terme ou expression	Définition
	politiques, y compris la protection en vertu de la loi. (Module d'introduction)
Équité	Spécifique au genre dans ce cas – concept désignant une équité tenant compte des différents besoins des femmes et des hommes (et des filles et des garçons) pour instaurer l'égalité des sexes. (Module d'introduction)
Suivi financier	Processus de collecte, d'analyse et de suivi réguliers des ressources comprises dans un système et celles qui y sont affectées ; de suivi de la disponibilité de données financières solides et régulières pour orienter les décisions, accroître la redevabilité et plaider en faveur d'une meilleure nutrition. (Module 4)
Capacité fonctionnelle	Ensemble des aptitudes ou des compétences essentielles qui facilitent la fourniture d'une expertise technique en soutien à un changement souhaité, permettant d'établir des relations adéquates et le bon fonctionnement des équipes pour assurer la planification, la mise en œuvre ainsi que le suivi et l'évaluation (S&E) des plans multisectoriels et multi-acteurs afin de renforcer la nutrition dans l'action. (Module d'introduction)
Genre	Rôles, comportements, activités et attributs définis par la société qui diffèrent entre les pays et les cultures. (Module d'introduction)
Gouvernance/environnement favorable	Domaine critique d'actions de lutte contre la malnutrition, car l'expérience montre que le fait d'accorder une priorité supérieure à la nutrition ou à d'autres objectifs couvrant plusieurs secteurs nécessite un soutien politique de haut niveau et des partenariats qui renforcent l'adhésion de la part des secteurs concernés ; la nécessité de « l'appropriation » s'applique aux ministères ainsi qu'aux gouvernements dans leur ensemble. Le développement des capacités en faveur de la nutrition entre les différents secteurs est également important, ainsi que le renforcement de la « cohérence politique », au travers d'une attention gouvernementale relative aux conséquences négatives fortuites des politiques d'autres secteurs sur la nutrition. (Module d'introduction)
Indicateurs d'impact	Indicateurs portant sur l'état de santé de la population cible (par exemple, réduction de la mortalité infantile, réduction de la morbidité infantile, amélioration du statut nutritionnel des enfants). Ces indicateurs ne présentent pas de progrès sur des périodes relativement courtes. (Module 3)
Cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA)	Ensemble de documents directeurs destinés au suivi et à l'évaluation de l'avancement du PSMN. L'une des composantes est la matrice d'indicateurs, souvent sous Excel, permettant de documenter, de quantifier et de faire avancer les résultats prévus dans le CCR/PSMN de manière suffisamment détaillée (granularité) pour une mesure systématique et progressive du changement. Une autre composante est un document narratif décrivant un système qui relie des informations stratégiques obtenues auprès de divers mécanismes de collecte de données qui amélioreront l'accomplissement du PSMN. (Module 5)
Système MEAL	Système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (**M**onitoring, **E**valuation, **A**ccountability, **L**earning) du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), qui permet de mesurer les résultats et l'impact du Mouvement SUN.
Système SEA	Totalité des mécanismes de S&E qui soutiennent l'élaboration et la bonne mise en œuvre d'un PSMN. Il présente les indicateurs clés, les processus

Terme ou expression	Définition
	et les outils aidant les parties prenantes à prendre des décisions éclairées relativement à la mise en œuvre. Il appuie la synthèse, l'utilisation et le partage des informations découlant de la mise en œuvre ou des éléments factuels issus d'évaluations et de recherches et assure la transparence et la redevabilité relativement aux résultats. (Module 5)
Plan multisectoriel de nutrition	Plan décrivant les méthodes de travail collaboratif entre plusieurs secteurs afin de remédier à la malnutrition dans leur pays, ce qui est essentiel pour s'assurer que les divers secteurs savent quelles actions ils sont tenus de mener afin de contribuer à atteindre les objectifs nationaux en matière de nutrition. Approuvés au plus haut niveau, les PSMN orientent la mise en œuvre collecte et l'affectation des ressources. (Module d'introduction)
Planification multisectorielle pour la nutrition	Une approche au renforcement de la nutrition qui reconnaît que les facteurs déterminants du statut nutritionnel comportent de multiples facettes et dimensions et que, de ce fait, la lutte contre la malnutrition doit passer par une réponse bien coordonnée entre tous les secteurs associés. Ce processus permet aux donateurs, aux pays et aux responsables de la mise en œuvre de traiter les causes aux facteurs multiples des difficultés en matière de nutrition qui sont rencontrées dans le pays, en reliant et en intégrant la conception, l'exécution et l'évaluation des programmes entre toutes les disciplines et tous les secteurs. (Module d'introduction)
Plateforme multi-acteurs	Mécanisme d'appui multisectoriel qui peut comprendre des représentants sectoriels de divers ministères et des représentants d'organisations de la société civile (OSC), des donateurs et des agences des Nations Unies, des entreprises et la communauté de recherche. (Module d'introduction)
Sensible à la nutrition	Catégorie d'interventions qui traitent les facteurs sous-jacents et systémiques de la sous-nutrition en engageant un vaste éventail de secteurs (par exemple, l'agriculture, la santé publique, la protection sociale, l'éducation, l'eau et l'assainissement) dans l'action pour améliorer la nutrition. Il agit notamment d'actions visant à diversifier la production alimentaire ou à renforcer les moyens de subsistance des populations ; de systèmes permettant d'étendre la disponibilité et l'accessibilité des aliments pour assurer une consommation adéquate et répondre aux besoins en nutriments ; et des actions d'amélioration de l'assainissement et des environnements hygiéniques. (Module d'introduction)
Spécifique à la nutrition	Catégorie d'interventions qui s'attaquent aux causes immédiates de la sous-nutrition, y compris les apports alimentaires et l'état de santé. Elles se focalisent principalement sur les femmes et les enfants, mais elles comprennent également l'ajout de nutriments divers (par exemple, le fer, l'acide folique, la vitamine A, l'iode) pour prévenir les carences nutritionnelles chez les populations ou des initiatives visant à changer les comportements (par exemple, les pratiques d'alimentation des enfants, dont l'allaitement et les compléments alimentaires). La gestion de la malnutrition aiguë est également une intervention spécifique à la nutrition. (Module d'introduction)
Analyse de la situation nutritionnelle	Processus d'évaluation du contexte national qui aide à faire ressortir les problèmes prioritaires liés à la nutrition et les disparités entre les groupes démographiques, les communautés ou les régions du pays. (Module 1)

Terme ou expression	Définition
Indicateurs de résultats	Indicateurs portant plus spécifiquement sur les objectifs d'une intervention qui mesurent les « résultats » de ladite programmation. Ils mesurent à la fois la « quantité » (le nombre) et la « qualité » (niveau d'efficacité) des activités mises en œuvre. (Module 3)
Indicateurs des produits	Indicateurs qui ajoutent plus de détails liés au produit des activités mises en œuvre (par exemple, le nombre et les catégories de prestataires de soins de santé qui sont formés à la gestion de cas ou le nombre et le type d'annonces produites et diffusées à la radio). Ces indicateurs sont utiles pour faire un suivi de la mise en œuvre et de sa qualité. Ils ne fournissent pas d'informations sur les résultats et l'impact de l'activité. (Module 3)
Analyse du cadre politique	Processus d'évaluation du contexte national qui identifie les politiques, les stratégies et d'autres documents juridiques nationaux en soutien à la nutrition. Parfois, il est possible de l'associer à l'analyse de l'économie politique. (Module 1)
Analyse de l'économie politique	Souvent un sous-ensemble de l'analyse du cadre politique qui aide à déterminer les relations de pouvoir afin d'établir la faisabilité de différentes approches. Ensemble, les analyses fournissent la base d'éléments factuels et aident à identifier les priorités sur lesquelles l'élaboration du MNSP peut reposer. (Module 1)
Hiérarchisation	Processus démarrant par l'analyse du contexte, qui peut aider à identifier les difficultés prioritaires en matière de nutrition, les groupes vulnérables, les régions géographiques particulièrement touchées dans le pays, les actions prioritaires visant à relever les défis identifiés, ainsi que les principales parties prenantes et leurs rôles respectifs. (Module 2)
Indicateurs SMART	Ensemble de critères utilisés dans l'élaboration d'indicateurs afin de faciliter le suivi des progrès réalisés dans l'atteinte des cibles. Les indicateurs doivent être spécifiques, mesurables, atteignables, pertinents et limités dans le temps (specific, measurable, attainable, relevant, time-bound). (Module 3)
Analyse et cartographie des parties prenantes	Processus d'évaluation du contexte national qui comprend un regroupement des informations disponibles et une analyse de la situation en vue d'identifier les principaux acteurs et leurs contributions potentielles et de commencer à rassembler les parties prenantes qui joueront un rôle déterminant dans l'élaboration du PSMN. (Module 1)
Réseau des universités SUN	Nouvelle initiative actuellement lancée dans certains pays SUN qui vise à élever le rôle des universités dans l'enrichissement de la base d'éléments factuels, à renforcer les capacités de recherche à l'échelle nationale, à privilégier la science et la recherche de mise en œuvre sur la base des besoins identifiés par les pays SUN et à faire entendre leurs voix pour plaider en faveur de la nutrition et lui assurer une place centrale. (Module d'introduction)
Réseau du secteur privé SUN	Seule plateforme mondiale consacrée aux entreprises et à la nutrition qui engage et soutient le secteur privé afin d'agir, d'investir et d'innover dans le cadre d'actions et d'opérations responsables et durables visant à améliorer la nutrition ; fournit une plateforme neutre pour la négociation de partenariats/collaborations entre les entreprises et tous les acteurs relativement à la nutrition aux niveaux national, régional et mondial. (Module d'introduction)
Réseau de la société civile SUN	Ensemble d'acteurs/de groupes encourageant la formation d'alliances de la société civile, qui représente plus de 3 000 organisations aux niveaux

Terme ou expression	Définition
	local, national et international, couvrant une multitude de secteurs et de contextes. (Module d'introduction)
Réseau des donateurs SUN	Ensemble d'acteurs/de groupes offrant un espace où les donateurs aux niveaux mondial et national peuvent travailler ensemble et collaborer avec d'autres parties prenantes du Mouvement SUN afin de promouvoir un engagement politique de haut niveau en faveur de la nutrition, des politiques et actions fondées sur des éléments factuels, des financements accrus et plus efficaces, une mise en œuvre harmonisée, un suivi des progrès et de l'impact et le partage des enseignements tirés. (Module d'introduction)
Point focal SUN de gouvernement	Personne occupant une position élevée, désignée lorsqu'un pays adhère au Mouvement SUN, qui est bien placée pour fédérer la communauté de la nutrition. Les points focaux SUN de gouvernement sont une force motrice clé pour le Mouvement à l'échelle d'un pays, en s'assurant que les efforts multisectoriels déployés en faveur de la nutrition à l'échelle nationale engagent l'ensemble du gouvernement et en coordonnant tous les appuis externes. Ils bénéficient du soutien d'une plateforme multi-acteurs, qui peut comprendre des représentants d'OSC, des donateurs et des agences des Nations Unies, des entreprises et la communauté technique. (Module d'introduction)
Mouvement SUN	Mouvement mondial établi en 2010 afin de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes, avec les quatre objectifs stratégiques suivants qui portent sur les processus nationaux visant à étendre à grande échelle des interventions efficaces en adoptant une approche multisectorielle pour éliminer la malnutrition et atteindre les cibles en matière de nutrition/objectifs de développement à l'échelle mondiale : 1) développer et maintenir un environnement politique favorable, 2) hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition, 3) mettre en œuvre des mesures efficaces alignées à des résultats communs et 4) utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition. (Module d'introduction)
Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN	Groupe qui renforce le dialogue sur la nutrition par le biais de sa haute direction et aide à tirer profit des forces collectives des agences des Nations Unies pour faciliter les innovations, trouver les efficiences et améliorer la complémentarité entre les agences et le gouvernement et les réseaux SUN. (Module d'introduction)
Objectifs de développement durable (ODD)	Programme de développement durable approuvé par 193 États membres des Nations Unies en 2015, qui établit 17 Objectifs à atteindre d'ici 2030. L'Objectif « Faim zéro » qui est soutenu par le Mouvement SUN figure dans l'ODD 2 ; toutefois, au moins 12 des 17 Objectifs contiennent des indicateurs hautement pertinents pour la nutrition. (Module d'introduction)
Capacité technique	Composante des capacités fonctionnelles qui délimite les compétences spécifiques aux objectifs d'une personne ou d'un groupe. Par exemple, des communications efficaces peuvent représenter une compétence technique pour un expert en communications, mais s'il n'a pas suivi de formation technique dans ce domaine, il s'agit d'une compétence fonctionnelle pour un expert en nutrition. De ce point de vue, on observe l'existence de recoupements potentiels dans les capacités techniques et fonctionnelles qui offrent la possibilité d'un apprentissage entre pairs et

Terme ou expression	Définition
	expérimental lors d'initiatives visant à renforcer les capacités. (Module d'introduction)
Cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé	Ensemble de six cibles mondiales de nutrition pour 2030 (en remplacement de l'échéance fixée à 2025) : 1) réduire de 50 % le nombre d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance, 2) réduire de 50 % l'anémie chez les femmes en âge de procréer, 3) réduire de 30 % l'insuffisance pondérale à la naissance, 4) réduire et maintenir au-dessous de 3 % le surpoids chez l'enfant, 5) porter le taux d'allaitement exclusif au sein au cours des 6 premiers mois de la vie à au moins 70 % et 6) réduire et maintenir au-dessous de 3 % l'émaciation chez l'enfant. (Module d'introduction)

Annexe 2. Études de cas sur les processus de planification multisectorielle pour la nutrition dans certains pays

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : AFGHANISTAN

Contexte

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle suscite des préoccupations majeures en Afghanistan. En 2018, 39,0 % des Afghans étaient pauvres, 3,4 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire grave et 5,9 millions de plus étaient confrontées à une insécurité alimentaire modérée. Chez les enfants de moins de 5 ans à l'échelle nationale, 40,9 % accusaient un retard de croissance, 25,0 % souffraient d'insuffisance pondérale et 9,5 % d'émaciation ; et parmi les femmes de 15 à 49 ans, 42,0 % étaient anémiques[i].

Les principales causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Afghanistan sont une production et une disponibilité limitées des denrées alimentaires, un accès insuffisant aux aliments, les pénuries d'aliments suite à des catastrophes, la flambée des prix et des régimes alimentaires inadéquats, un faible niveau sanitaire et de mauvaises conditions Eau, assainissement et hygiène (EAH/WASH), qui empêchent l'utilisation appropriée des aliments.

La Politique et le cadre stratégique du Programme de sécurité alimentaire et de nutrition de l'Afghanistan (AFSeN), élaborés en décembre 2012, ont été approuvés par le gouvernement au milieu de l'année 2013. Le document fournit des informations contextuelles et présente le but et les objectifs ainsi que ses modalités institutionnelles.

Depuis l'approbation de la Politique et du cadre stratégique de l'AFSeN, la situation aux niveaux politique, économique et social a été bouleversée. Par exemple, le Cadre national pour la paix et le développement de l'Afghanistan a été présenté lors de la Conférence de Bruxelles en 2015. Par ailleurs, en tant qu'État membre des Nations Unies, l'Afghanistan est signataire des ODD. En conséquence, les changements sociopolitiques et les besoins émergents ont nécessité que l'Afghanistan comprenne plus clairement la situation dans le pays, la trajectoire à suivre et la manière d'atteindre ses objectifs en matière de nutrition.

Les ministères, principalement le ministère de la Santé publique et le ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'élevage, ont élaboré des politiques et stratégies liées à la sécurité alimentaire et la nutrition et ont exécuté des programmes et des actions. Toutefois, il n'y avait ni programme ou ni plan stratégique multi-acteurs pour donner une direction programmée et opérationnelle à toutes les parties prenantes de l'AFSeN. Le gouvernement a réalisé que la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition sont impératives pour le développement et la stabilité du pays. De ce fait, l'Afghanistan a adhéré au Mouvement SUN en septembre 2017 et, par la suite, il a lancé le Programme de sécurité alimentaire et de nutrition de l'Afghanistan (AFSeN-A) le 16 octobre 2017, en vue d'éliminer la faim, d'instaurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir une agriculture durable.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : AFGHANISTAN (suite)

Lancement du processus de planification multisectorielle

En décembre 2017, le point focal SUN du gouvernement de l'Afghanistan a commencé à soutenir le secrétariat de l'AFSeN-A en vue de l'élaboration d'un **Plan stratégique multisectoriel et multi-acteurs de l'AFSeN-A**. L'élaboration du Plan stratégique a bénéficié du soutien de Maximiser la qualité du renforcement de la nutrition [Plus] (MQSUN+), en collaboration avec les partenaires des Nations Unies, dans le pays.

Le directeur général afghan du secrétariat du Conseil des ministres a conduit l'ensemble du processus pour ce travail. Le secrétariat de l'AFSeN-A a coordonné le groupe principal de l'AFSeN-A, qui comporte des ministères sectoriels et d'autres autorités gouvernementales, les Nations Unies et des partenaires de développement, ainsi que des OSC. Le rôle principal du groupe tout au long du processus consistait à contribuer activement à l'objectif commun ; partager les informations au sujet de l'élaboration du Plan stratégique et y apporter des contributions et un appui ; et être disponible et préparé pour participer à des réunions et des ateliers en personne. L'équipe nationale de l'AFSeN-A a apporté un soutien, une contribution et des documents, et organisé/animé les réunions et les ateliers.

Évaluation du contexte national

En avril 2018, l'équipe afghane, soutenue par MQSUN+, s'est lancée dans la préparation d'une analyse du contexte lié à la situation nutritionnelle dans le pays. Elle a commencé par identifier, compiler et examiner les documents pertinents portant sur les domaines suivants : sécurité alimentaire et nutrition ; agriculture et vulnérabilité au changement climatique et aux chocs ; production alimentaire et disponibilité, accès et utilisation des aliments ; nutrition ; santé ; éducation ; EAH/WASH ; pauvreté ; genre ; et gouvernance et environnement politique. Le projet de rapport de l'analyse du contexte a été diffusé par le biais du coordinateur de l'AFSeN-A, de l'équipe et des partenaires respectifs, et tous les commentaires ont été compilés et traités. La version finale de l'analyse du contexte présente la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, les tendances et le contexte politique, en consolidant toutes les informations et données disponibles et les analysant relativement aux ODD et à l'AFSeN-A.

L'équipe a également préparé une cartographie des parties prenantes et une analyse du pouvoir, qui présentent des détails sur les programmes de nutrition des principales parties prenantes, leur focalisation géographique, les difficultés, les besoins et des recommandations en matière d'amélioration. S'appuyant sur la cartographie, une analyse du pouvoir a été élaborée pour présenter les points forts, les faiblesses, les possibilités de contribuer à l'objectif de l'AFSeN-A et la classification du pouvoir et de l'intérêt de chaque partie prenante. L'équipe a réalisé un suivi et des entretiens avec des informateurs clés pour orienter et finaliser l'analyse.

Les analyses du contexte et de la cartographie des parties prenantes, complétées par une feuille de route et une description de l'élaboration du Plan stratégique de l'AFSeN-A, ont été présentées lors d'un atelier multisectoriel et multi-acteurs, dont l'objectif était d'examiner les analyses et de parvenir à un consensus, puis de valider la feuille de route et la description du plan afin de convenir d'un cadre commun de résultats pour le Plan stratégique de l'AFSeN-A. Plus de 50 personnes de divers ministères, des Nations Unies et d'OSC ont participé à l'atelier de deux jours et présenté leurs opinions, commentaires et propositions afin d'améliorer encore et de finaliser l'analyse du contexte et la cartographie des parties prenantes. Il convient de noter qu'à la clôture de l'atelier, le directeur général du secrétariat du Conseil des ministres, le point focal SUN de l'Afghanistan et le coordinateur de l'AFSeN-A ont souligné la nécessité d'élaborer le Plan stratégique et réitéré l'engagement du gouvernement afghan à améliorer le statut alimentaire et nutritionnel du pays.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : AFGHANISTAN (suite)

Élaboration du PSMN

Par la suite, le Plan stratégique a été préparé par le groupe principal, avec le soutien d'experts techniques, en assurant l'implication et l'appropriation totales de l'ensemble des parties prenantes et des partenaires clés. Il s'agissait notamment de l'élaboration d'un cadre logique présentant le but, les objectifs stratégiques, les résultats et les principaux domaines d'action du plan ; d'une matrice des activités ; et d'un cadre d'indicateurs S&E avec les indicateurs, les données de référence, les cibles, la source de vérification et les responsabilités en matière de suivi et de supervision des progrès.

L'accent a été mis sur l'harmonisation du travail avec les parties prenantes de l'AFSeN-A et d'appui lors de la définition du but global du plan, de l'objectif, des indicateurs et d'un ensemble d'interventions, par secteur, pour le Plan stratégique de l'AFSeN. Le but global du plan est d'améliorer la sécurité alimentaire et la situation de la nutrition du peuple afghan.

Le plan a été présenté au groupe principal et, suite aux retours, le Plan stratégique de l'AFSeN-A a été mis à jour et finalisé en conséquence. Le comité directeur de l'AFSeN-A a approuvé le plan, ce qui a permis de finaliser la matrice des activités, la matrice d'indicateurs et les principaux chapitres des orientations opérationnelles.

Promotion du plaidoyer pour leur PSMN

Le Plan stratégique de l'AFSeN-A établit un ensemble d'activités de plaidoyer aux niveaux national, régional et des districts, qui oriente les efforts de plaidoyer autour de cinq publics clés : les ministères multisectoriels et les autorités gouvernementales ; le secteur privé ; les autorités et les dirigeants religieux ; les partenaires de développement, les donateurs et les OSC, et les médias. La stratégie de plaidoyer pour le Plan stratégique de l'AFSeN-A comprend le travail du Groupe de travail technique chargé du plaidoyer visant à engager les principales parties prenantes dans les événements de lancement national pour mobiliser l'intérêt et encourager la participation relativement au plan, tenir des réunions et des ateliers pour clarifier les rôles et les responsabilités de chaque secteur dans la mise en œuvre du plan, assurer l'intégration des actions pour la nutrition et veiller à ce que les efforts de plaidoyer se poursuivent tout au long du cycle de vie du plan.

Chiffrage du PSMN

L'étape finale du chiffrage du Plan stratégique de l'AFSeN-A a démarré par la préparation d'une note de concept présentant l'approche proposée, les étapes et les délais, suivie de l'élaboration de l'évaluation de l'étape de préparation des coûts de la matrice d'activités finale, en utilisant le modèle et les orientations associées qui ont été élaborés par MQSUN+ en vue de déterminer si le plan contient les détails et les informations nécessaires pour un exercice de chiffrage complet. Les orientations découlant de l'évaluation de l'état de préparation des coûts du Plan stratégique de l'AFSeN-A ont débouché sur des consultations étendues avec les parties prenantes pour collationner les informations de chiffrage requises. Deux méthodes ont été employées pour le chiffrage : l'approche basée sur les composantes (chiffrage sur une base individuelle) et l'approche fondée sur les dépenses/le budget. Les estimations des coûts elles-mêmes reposaient principalement sur des estimations budgétaires des programmes et des projets, complétées de documents officiels accessibles qui ont été triangulés et validés. Le chiffrage se focalisait sur les activités financées hors budget et non pas les activités financées par les fonds budgétaires ou gouvernementaux. Les résultats de l'exercice de chiffrage ont permis d'obtenir une bonne estimation et une orientation pour procéder au lancement du plan.

Principaux résultats du processus de planification multisectorielle

En novembre 2019, l'équipe avait élaboré un ensemble solide de documents de planification que toutes les parties prenantes avaient approuvé et validé :

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : AFGHANISTAN (suite)

une **analyse du contexte** présentant la situation de sécurité alimentaire et de nutrition, les tendances et le contexte politique ; une **matrice de la cartographie des parties prenantes** contenant des détails sur les programmes, la focalisation géographique, les difficultés, les besoins et les recommandations des programmes des principales parties prenantes liés à la nutrition ; et une description ainsi qu'un cadre logique pour le Plan stratégique chiffré de l'AFSeN-A (but global, objectifs, résultats et domaines d'action), y compris une **matrice détaillée des activités, une matrice d'indicateurs** et des orientations opérationnelles pour le **S&E**, le **développement des capacités, la recherche opérationnelle, le plaidoyer et les coûts** des activités hors budget (analysés selon qu'ils sont financés ou non).

Le cadre de S&E du Plan stratégique contient une liste complète de l'objectif et des indicateurs de résultats à utiliser pour les activités SEA tout au long du cycle de vie du plan. Il comprend des données de référence et des cibles pour les indicateurs ainsi que des sources de vérification, et identifie les acteurs qui sont responsables d'atteindre chaque cible. Ces indicateurs de produits clés ont été approuvés, validés et signés par le comité directeur de l'AFSeN-A.

Enseignements tirés du processus de planification multisectorielle

L'élaboration du Plan stratégique AFSeN-A a été entreprise dans le cadre d'un processus consultatif multisectoriel comprenant des discussions bilatérales et des ateliers avec les principales parties prenantes à chaque étape. Les entités gouvernementales et les parties prenantes (de l'aide humanitaire et les partenaires de développement) ont été fréquemment consultées tout au long du processus de planification multisectorielle. Les partenaires et les parties prenantes en Afghanistan ont été très proactifs et encourageants, faisant preuve d'un engagement solide à l'échelle du pays en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ce qui a grandement facilité le processus de planification multisectorielle. Tous les projets de documents ont été examinés en profondeur et ont bénéficié de contributions constructives de la part des groupes multi-acteurs (ministères et partenaires) dans le pays. Il était largement reconnu que « la sécurité alimentaire et la nutrition » constituaient le but global du Plan stratégique.

Bien que les résultats du chiffrage aient permis d'obtenir de bonnes estimations, des informations détaillées et sectorielles supplémentaires concernant l'étendue et les cibles aideraient à spécifier les besoins financiers et à mobiliser davantage de fonds. Ces détails ne peuvent être obtenus qu'au travers d'un processus continu et d'un dialogue étendu et approfondi avec les ministères sectoriels et les partenaires. De plus, la nutrition n'a bénéficié que de financements minimes et le suivi du financement de la nutrition en Afghanistan a été très limité. Ainsi, l'expérience de la planification financière et de l'affectation de fonds ou de mécanismes de financement pour libérer des fonds et en faire un suivi dans les domaines d'action sensibles à la nutrition est limitée. Ces capacités doivent être renforcées de manière progressive.

Dans l'ensemble, les produits développés à partir du processus de planification multisectorielle ont fourni un énorme volume d'informations larges et à jour, non seulement pour les parties prenantes dans le pays, mais également pour les publics intéressés à l'échelle mondiale, car un certain nombre des indicateurs de produits ont été publiés en ligne et partagés avec le Réseau SUN. Le secrétariat de l'AFSeN-A a la possibilité de créer une plateforme ou un système de gestion des données et des connaissances, ce qui offrirait un accès ouvert et facile aux documents clés qui ont été élaborés lors de la phase initiale de ce travail.

L'élaboration du Plan stratégique de l'AFSeN-A a été menée par le gouvernement de la République islamique de l'Afghanistan et facilitée grâce à l'appui de MQSUN+ et d'autres partenaires dans le pays. L'équipe chargée de l'élaboration du plan a travaillé sans relâche à la

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : AFGHANISTAN (suite)

concrétisation de la vision d'une population afghane jouissant de la sécurité alimentaire, bien nourrie, en bonne santé et productive. La réussite du processus de planification multisectorielle découle directement de tout le travail que le secrétariat, le groupe principal et le comité directeur de l'AFSeN-A ont accompli afin d'assurer les contributions et l'appropriation parmi une multitude de secteurs et de parties prenantes.

Prochaines étapes : Mise en œuvre du plan

Par la suite, le secrétariat, le groupe principal et le comité directeur de l'AFSeN-A ont mis à jour et finalisé les documents opérationnels – y compris la matrice des activités, la matrice d'indicateurs S&E, les notes d'orientations liées à la mise en œuvre et l'exercice de chiffrage – afin de fournir plus de détails sur le contexte et de s'assurer que les détails sont approuvés et qu'ils répondent aux priorités sectorielles.

Les prochaines étapes de la préparation du lancement de la phase initiale de travail consisteront à discuter et à convenir d'un plan de travail, y compris des exigences en vue de la finalisation des sections opérationnelles du Plan stratégique, des plans de travail sectoriels, des indicateurs et du système de S&E, de la mobilisation de ressources et du projet de plan de mise en œuvre. Il s'agira par exemple d'établir des structures fonctionnelles et opérationnelles pour démarrer la mise en œuvre du Plan stratégique, notamment en s'assurant que le secrétariat technique est intégré dans la structure permanente du gouvernement et qu'il reçoit des ressources publiques pour maintenir ses fonctions ; en veillant à la suffisance des ressources humaines dans tous les secteurs aux niveaux national et infranational ; et en soutenant les provinces dans l'élaboration de plans provinciaux multisectoriels, avec le plan stratégique de l'AFSeN-A comme cadre de référence.

Étant donné que le suivi financier est essentiel à la transparence et la redevabilité de la mise en œuvre du plan, il sera important d'établir un groupe principal responsable de la « planification financière » comprenant des représentants de tous les secteurs ainsi que du ministère des Finances. Ce groupe peut examiner les possibilités existantes en matière de renforcement progressif des capacités humaines dans le cadre des questions liées à la planification et la gestion financières pour la nutrition. Cette équipe peut également aider à améliorer le processus de planification financière en travaillant conjointement avec des directeurs techniques de chaque secteur pour orienter et rechercher les informations requises en vue de remplir la matrice détaillée des coûts. La conduite d'une analyse des lacunes financières aidera à déterminer le niveau des affectations effectives et planifiées et les engagements à participer aux activités en faveur de la nutrition, ainsi qu'à calculer les lacunes financières pour orienter les efforts de mobilisation de ressources. À plus long terme, l'établissement du système de planification et de suivi financiers pour les activités spécifiques et sensibles à la nutrition permettra d'assurer un processus régulier et constant. Un examen des dépenses peut ensuite être ajouté, afin d'identifier les intrants et l'apprentissage et d'améliorer la planification.

Le Plan stratégique ne peut pas être mis en œuvre à grande échelle sans reposer sur des ressources adéquates. Par conséquent, la mise en œuvre du plan de plaidoyer, la préparation des campagnes et événements de plaidoyer et de mobilisation de fonds, la mise à jour des messages de plaidoyer et la recherche de nouvelles opportunités et options pour exploiter les ressources seront des étapes essentielles pour la mobilisation des ressources et le processus de plaidoyer. Les principaux messages de plaidoyer peuvent être formulés de manière à motiver et convaincre les responsables politiques afin qu'ils prennent des mesures et à les persuader et les informer des avantages qu'offrent les activités pour la nutrition qui sont prévues dans le Plan stratégique de l'AFSeN-A.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : GUINÉE

Contexte

La Guinée Conakry, officiellement République de Guinée, est un pays francophone situé sur la côte ouest de l'Afrique, avec une population d'environ 12,4 millions d'habitants. Malgré sa riche histoire agricole, la malnutrition demeure un problème grave dans le pays. Plus de 30 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance) et plus de 9 % souffrent de malnutrition aiguë (émaciation). Par ailleurs, seulement 33,4 % des nourrissons de moins de six mois bénéficient d'un allaitement exclusif, et 50,6 % des femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans) souffrent de l'anémie[ii].

La République de Guinée a rejoint le Mouvement SUN en 2013. Le gouvernement a mis en place la Division de l'alimentation et de la nutrition au sein du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique en vue de coordonner la gestion des activités en faveur de la nutrition ainsi que la réforme politique et réglementaire du secteur de la nutrition, et de mettre en œuvre un paquet d'activités de nutrition à fort impact, avec le soutien de partenaires de développement. Le chef de Division de l'alimentation et de la nutrition a été désigné en tant que point focal SUN.

Première version du PSNMN

Une politique nationale sur l'alimentation et la nutrition a été approuvée en 2005, suivie de l'élaboration du Plan stratégique national multisectoriel de nutrition (PSNMN) 2016-2020. Ce plan visait à éliminer la malnutrition, ainsi que les facteurs déterminants aussi bien, politique que socio-sanitaire. D'autres réformes politiques et réglementaires ont ensuite eu lieu, y compris l'élaboration de code de marketing pour les substituts du lait maternel, la supplémentation en vitamine A et la fortification des aliments. De plus, le ministère de l'Agriculture a intégré une composante nutrition dans sa politique nationale de développement agricole, destinée à être mise en œuvre dans le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il en va de même pour l'initiative présidentielle – avec le Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement agricole durable.

Le groupe technique d'alimentation et de nutrition s'est réuni en mars 2016 avec de nouveaux termes de référence pour fonctionner en tant que plateforme multisectorielle de nutrition, afin de coordonner et d'harmoniser les contributions des parties prenantes avec les politiques et la législation. La plateforme de la société civile a également été très active et a plaidé en faveur de la participation d'organisations communautaires à l'amélioration de la nutrition, ainsi que de l'inclusion du secteur privé dans le groupe technique d'alimentation et de nutrition.

Un CCR a été élaboré et a joué un rôle essentiel dans l'harmonisation des politiques sectorielles liées à la nutrition et les divers plans de travail annuels. Il est prévu que le CCR soit mis en œuvre progressivement.

Dans le cadre de cette phase initiale de planification multisectorielle, l'équipe SUN de la Guinée a lancé un exercice d'estimation des coûts du PSNMN. En 2016, avec le soutien de MQSUN, l'équipe a estimé les coûts des interventions identifiées dans le plan et a formé diverses parties prenantes sur son contenu, sa mise en œuvre et la méthodologie de calcul des coûts. Une méthodologie de coût par chaque activité a été utilisée afin d'estimer les besoins en ressources nécessaires pour la mise en œuvre du PSNMN sur une période de six ans. Un outil de calcul des coûts a également été développé en soutien à la budgétisation et la planification.

[ii] Site Internet du Mouvement SUN. Pays SUN : Page consacrée à la Guinée. Disponible à l'adresse https://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/guinea/. Consultée le 17 août 2020.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : GUINÉE (suite)

Malgré les réalisations antérieures dans la coordination et la planification de la nutrition en Guinée, certains défis restent à relever dans la mise en œuvre du PSNMN et la mise à l'échelle des interventions à fort impact, ainsi que dans la documentation des leçons apprises et des bonnes pratiques. De ce fait, pour améliorer l'environnement favorable à la mise en œuvre et la mise à l'échelle des actions clés de nutrition, le point focal SUN et l'équipe technique de nutrition ont travaillé en étroite collaboration avec les agences des Nations Unies et d'autres partenaires du domaine de la nutrition, ainsi qu'avec le soutien de MQSUN+, pour examiner et finaliser le PSNMN et renforcer les actions de coordination et de planification relatives à la nutrition.

Principales étapes de la mise à jour du PSNMN

Évaluation du contexte national

Après le lancement de l'initiative de mise à jour de la planification multisectorielle, l'équipe locale, avec le soutien de MQSUN+, a entamé la préparation d'une analyse contextuelle et de la cartographie des interventions et parties prenantes dans la nutrition, dans le cadre de la Politique nationale multisectorielle pour la nutrition 2018-2030.

La cartographie des parties prenantes a porté sur l'ensemble des organisations et des partenaires impliqués dans la mise en œuvre des actions de nutrition en Guinée et comprenait des propositions d'actions de mise à l'échelle. Une approche multisectorielle a été adoptée à toutes les étapes du processus. La méthodologie utilisée pour l'exercice de cartographie découlait de l'outil de planification et de suivi SUN/REACH (Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition).

Les résultats de l'analyse contextuelle et de la cartographie des parties prenantes ont été utilisés pour réviser et mettre à jour la politique nationale et le PSNMN, ainsi que pour élaborer la stratégie et le plan d'action de plaidoyer et de communication.

Revue et finalisation du PSNMN

Le processus d'élaboration du PSNMN a impliqué la participation d'acteurs du secteur public, de la société civile et du secteur privé, avec l'appui technique et financier de MQSUN+ et d'autres partenaires techniques et financiers.

Le processus d'élaboration du PSNMN reposait sur une feuille de route, assurant une large participation de tous les acteurs clés du système multisectoriel d'alimentation et de nutrition par le biais de consultations des parties prenantes et d'une analyse des éléments factuels scientifiques, ainsi que dans le cadre d'ateliers et d'une validation.

Les institutions et les parties prenantes qui ont participé à l'élaboration du plan comprenaient le Cabinet du Premier ministre, les ministères sectoriels concernés, les représentants de gouvernements régionaux et locaux, des donateurs, des agences des Nations Unies, des OSC (nationales et internationales), des institutions universitaires et de recherche, le secteur privé et des organisations non gouvernementales locales et internationales.

Environ une centaine de personnes issues de tous les secteurs impliqués dans la nutrition (agriculture, éducation, santé, secteur privé, commerce, pêche, coopération, action sociale, société civile, gouvernement, etc.) ont participé à un atelier de validation de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et du PSNMN ainsi qu'à l'élaboration de stratégies de plaidoyer et de communication pour la mobilisation de ressources. Les documents du PSNMN ont fait l'objet d'un examen, d'une discussion, de modifications et d'une validation après avoir intégré les changements des participants dans les documents.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : GUINÉE (suite)

Le PSNMN a été conçu en tant que document évolutif, à même de répondre à l'environnement dynamique anticipé lors de la période de mise en œuvre. L'objectif principal du PSNMN à jour est le suivant : « *d'ici 2030, réduire considérablement la sous-alimentation et toutes les formes de malnutrition ainsi que leurs conséquences économiques et socio-sanitaires, afin d'apporter une contribution majeure à l'amélioration du statut nutritionnel de la population guinéenne, en particulier des femmes, des enfants, des adolescents et d'autres personnes vulnérables* ».

Élaboration d'une stratégie de plaidoyer et de communication

La stratégie de plaidoyer et de communication, qui a été élaborée parallèlement à la Politique nationale multisectorielle de nutrition 2018-2030, doit être mise à œuvre par le biais du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition 2018-2022. Elle sert d'outil de mise en œuvre des objectifs sectoriels spécifiques du PSNMN et convient particulièrement pour soutenir les efforts déployés dans la réalisation des interventions nutritionnelles à fort impact. La stratégie de plaidoyer et de communication a été élaborée sur la base de propositions et commentaires recueillis lors d'un atelier qui s'est déroulé en septembre 2018 à Conakry.

Un deuxième atelier et une formation ont eu lieu en octobre 2019, en vue d'assurer la participation et le soutien de publics clés au travail de plaidoyer qui sera réalisé pour mettre en œuvre le PSNMN. De manière spécifique, l'atelier visait à valider la stratégie de plaidoyer et de communication pour la nutrition et le plan d'action, à solliciter les commentaires des participants' au sujet des résultats de la cartographie des parties prenantes du domaine de la nutrition et à valider les messages, les arguments et les tactiques de plaidoyer en soutien à l'approche multisectorielle décrite dans le PSNMN.

Établissement d'un cadre de mise en œuvre et d'organes de coordination

Dans le cadre de l'élaboration du PSNMN, un cadre de mise en œuvre et des organes de coordination du plan ont été mis en place. Étant donné que les problèmes liés à la nutrition et la sécurité alimentaire sont à plusieurs facettes, la réponse doit être multisectorielle. Par conséquent, il a été nécessaire de créer un organe de coordination multisectorielle au niveau central. L'organe ou comité national multisectoriel de nutrition est un groupe de travail sur la nutrition, dont la composition et le fonctionnement ont été fixés par un décret présidentiel et interministériel. Le comité national a été placé sous la supervision du Premier ministre et comprend les représentants d'un grand nombre de départements ministériels, des assemblées nationales et régionales, d'organisations non gouvernementales et d'agences des Nations Unies spécialisées dans la nutrition, ainsi que des OSC, le secteur privé, des universités et des instituts de recherche.

Le PSNMN, comme la Politique nationale multisectorielle de nutrition, est exécuté par le biais de mécanismes de mise en œuvre, de gestion et de coordination à trois niveaux : central, régional et communautaire. Le plan stratégique décrit les rôles et les responsabilités des institutions et des structures à chacun de ces niveaux.

Élaboration d'un système S&E

Le système d'évaluation a été élaboré pour faire un suivi des progrès et évaluer le niveau de réalisation du plan. Chaque secteur dispose d'un indicateur de base. Les activités de S&E de la stratégie relèvent de la responsabilité de l'ensemble de la plateforme multi-acteurs, sous la direction du Secrétariat avec le point focal du Mouvement SUN et d'autres ministères participants. Le ministère de la Santé est chargé de suivre les réglementations normatives et de garantir la qualité des produits et services dans le cadre des interventions spécifiques à la nutrition. Le bureau ou l'agence national(e) de normalisation est responsable des réglementations techniques et autres normes techniques dans le secteur de l'alimentation/de la production alimentaire.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : GUINÉE (suite)

Le gouvernement local, en accord avec l'autorité compétente, est chargé de fournir les données nécessaires pour faire un suivi et rendre compte de l'avancement des plans, et de fournir d'autres informations à des fins de suivi.

Mobilisation de ressources pour la nutrition

Le plan présente en détail un ensemble d'actions pour la mobilisation de ressources à différents niveaux et par le biais de plusieurs organes de coordination – ce qui représentera une prochaine étape majeure pour la Guinée. Le plan relatif au financement du PSNMN repose sur la création d'un fonds souverain, qui doit être financé par le budget national de développement et la création d'une taxe d'accise spécifique, permettant ainsi de mobiliser des fonds internationaux. Il est également nécessaire d'introduire un financement basé sur la performance, qui constitue le fondement des allocations contractuelles aux agences d'exécution. L'établissement d'un programme conditionnel de transferts directs d'espèces aux ménages constitue également l'un des mécanismes de transition à grande échelle pour cibler les interventions en vue d'améliorer les indicateurs de malnutrition à court terme. La mobilisation de ressources pour couvrir les besoins du plan en matière de financements doit se faire à la fois en interne et en externe.

Principaux résultats du processus à jour de planification multisectorielle

Fin 2019, l'équipe technique pays avait finalisé et validé les documents clés suivants dans le cadre du processus de planification multisectorielle de la nutrition :

- **La Politique nationale multisectorielle de nutrition mise à jour**, un document stratégique à partager avec toutes les parties prenantes de la nutrition et à utiliser comme base de la planification de la nutrition en Guinée.
- **Le PSNMN 2018-2023 révisé**, y compris un **budget** mis à jour, ainsi qu'un aperçu général du pays ; une analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle, précisant les contraintes, les opportunités et les priorités liées à la nutrition ; les résultats attendus et les principales stratégies du plan ; un cadre logique ; un cadre de mise en œuvre avec des organes de coordination ; et un système S&E.
- **La stratégie multisectorielle de communication et de plaidoyer** et le plan d'action biennal associé.

Enseignements tirés du processus de planification multisectorielle

L'équipe technique pays et les partenaires ont utilisé une approche participative et ont facilité l'engagement d'un grand nombre de parties prenantes, tant gouvernementales que non gouvernementales, issues de tous les secteurs impliqués dans la nutrition (agriculture, éducation, santé, secteur privé, commerce, pêche, coopération, action sociale, société civile, gouvernement, partenaires techniques et financiers). Ces acteurs ont été fréquemment consultés tout au long du processus de planification multisectorielle et ont participé à divers ateliers pour la préparation et la validation de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et du PSNMN, ainsi qu'à l'élaboration de stratégies de plaidoyer et de communication pour la nutrition. L'analyse contextuelle, la cartographie des parties prenantes et la révision des documents stratégiques ont été examinées de façon approfondie et ont bénéficié de contributions constructives de la part de toutes les parties prenantes.

Dans l'ensemble, les produits élaborés ont fourni une multitude d'informations détaillées et mises à jour, non seulement pour les parties prenantes dans le pays, mais également pour les publics intéressés à l'échelle mondiale, en particulier les autres pays engagés dans un processus de planification multisectorielle. Les résultats pertinents ont été largement diffusés aux parties prenantes dans le pays et ils ont été publiés en ligne pour un accès plus large.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : GUINÉE (suite)

La plateforme pour la nutrition peut également envisager de développer une base de données et un système ou une plateforme de gestion des connaissances, ce qui permettrait un accès ouvert et facile aux documents clés élaborés pour toutes les personnes qui en ont besoin afin de planifier des actions futures.

Prochaines étapes : Passage à l'étape suivante de la planification multisectorielle

Selon les observations et propositions des participants aux divers ateliers et l'expertise de l'équipe chargée de la nutrition, l'équipe nationale pour la nutrition en Guinée a proposé les actions suivantes en vue de faire avancer le programme de nutrition, éventuellement avec un appui technique externe:

- *Faire un suivi de la mise en œuvre de la politique et du plan stratégique de nutrition*. Élaborer le système S&E, en s'assurant que toutes les parties prenantes tiennent compte de la politique et des stratégies liées à la nutrition dans la conception et la planification de leurs projets et plans d'action.
- *Plaider en faveur de la prise en compte du budget de la nutrition* dans les lignes budgétaires du gouvernement.
- *Revitaliser les organes de coordination multisectorielle de la nutrition* par un décret présidentiel.
- *Mener des études socio-anthropologiques* impliquant les universités, afin de comprendre la résistance à l'allaitement exclusif dans certaines régions.
- *Établir un réseau du secteur privé*/Réseau du secteur privé SUN.
- *Revitaliser le groupe technique de l'alimentation et de la nutrition* pour en faire un cadre d'échanges entre les diverses parties prenantes dans le domaine de la nutrition. Proposer la mise en place d'une structure fonctionnelle et opérationnelle pour motiver la mise en œuvre du groupe de travail. Assurer la fonctionnalité du système de gestion multisectorielle des informations et des connaissances sur la nutrition, avec des réunions semestrielles du comité directeur et de réunions mensuelles des groupes de travail technique.
- *Identifier les points focaux de nutrition dans les ministères sectoriels* pour assurer la continuité du plaidoyer en faveur de la nutrition dans tous les secteurs pertinents.
- *Élaborer des plans multisectoriels décentralisés* pour faciliter la mise en œuvre du plan national au niveau infranational.
- *Préparer des campagnes ainsi que des événements de plaidoyer et de mobilisation de fonds* pour optimiser la mise en œuvre du plan stratégique, y compris l'organisation d'une table rond sur la mobilisation de ressources pour la nutrition en Guinée.
- *Mener une analyse des écarts financiers dans le domaine de la nutrition* en comparant les coûts budgétaires et les allocations planifiées et effectives.
- *Mettre en place un système de planification et de suivi financier* pour les activités spécifiques et sensibles à la nutrition. Le suivi financier peut déboucher sur un examen des dépenses visant à mieux comprendre et à améliorer la planification.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : YÉMEN

Contexte

Début 2011, le Yémen a connu d'importants bouleversements politiques et des troubles civils. Selon les enquêtes démographiques et de santé de 2013, 46,5 % des enfants de moins de 5 ans au Yémen souffraient d'un retard de croissance, et on estime que 16,3 % souffraient d'émaciation[iii]. Depuis 2015, les troubles civils au Yémen ont dégénéré en conflit civil généralisé, accompagné d'une instabilité économique de plus en plus étendue et des taux de chômage en hausse, ce qui a contribué à une augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Depuis que la guerre civile au Yémen s'est intensifiée en 2015, on estime que 85 000 enfants sont morts de faim et que 14 millions de personnes sont menacées par la famine[iv]. Certains éléments factuels indiquent que les pratiques alimentaires des nourrissons et des jeunes enfants sont extrêmement médiocres. Seulement 10 % des nourrissons bénéficient d'un allaitement exclusif au cours de six premiers mois de leur vie et pas plus d'un enfant de 6 à 23 mois sur cinq est alimenté conformément aux trois pratiques alimentaires recommandées pour les nourrissons et les jeunes enfants[iii]. Bien que la sous-nutrition soit l'une des principales préoccupations au Yémen, paradoxalement, près de la moitié (46,8 %) des adultes dans le pays sont en surpoids, ce qui a de graves implications à long terme pour la santé de la population et le système de soins de santé complètement saturé du pays.

Le Yémen a rejoint le Mouvement SUN en 2012. Dans sa Vision 2025, le gouvernement du Yémen a prévu la nécessité de traiter la pauvreté et la malnutrition et son engagement à adopter une approche multisectorielle pour lutter contre la malnutrition. En soutien à ces priorités, un Haut Conseil pour la sécurité alimentaire et la nutrition, présidé par le Premier ministre, a été établi en 2013, avec l'appui du Comité directeur SUN. Depuis, le gouvernement a pris d'importantes mesures en vue de remédier à la situation nutritionnelle au Yémen. Ces mesures comprenaient la formation des structures de gouvernance nécessaires, l'engagement des parties prenantes, la conduite d'analyses du contexte et de la situation, une cartographie des actions et l'élaboration d'un CCR.

Jeter les bases de la planification multisectorielle pour la nutrition

En 2016, l'équipe nationale a mis à jour ses analyses de la nutrition et a formulé des recommandations liées aux interventions clés, en tenant compte de la situation d'urgence et de conflit dans le pays. En avril 2017, le point focal SUN du Yémen a lancé le processus de mise à jour des analyses du contexte et du Plan d'action multisectoriel de nutrition (PAMN) en s'appuyant sur les résultats des dernières enquêtes, ainsi qu'en identifiant et chiffrant les principales interventions. Avec le soutien de MQSUN+, l'équipe nationale a orienté la collecte des intrants et données nécessaires pour assurer un chiffrage complet et a soumis des recommandations concernant la marche à suivre.

L'élaboration du PAMN 2020-2023 du Yémen ainsi que la mise à jour du CCR, du plan S&E et de la stratégie de plaidoyer qui l'accompagnent ont été assurées par le gouvernement de la République du Yémen. Le travail reposait sur une analyse de la situation nutritionnelle, un CCR et un exercice de chiffrage menés en 2018. Le processus a été conduit par le secrétariat SUN au Yémen qui dépend du ministère de la Planification et de la Coopération internationale, sous la supervision du comité directeur SUN du Yémen et avec l'appui de MQSUN+. Pour mieux répondre aux besoins effectifs et émergents dans le pays, le champ d'application a été étendu afin d'inclure les besoins et les efforts en matière de nutrition dans le contexte humanitaire.

[iii] Ministère de la Santé publique et de la Population (MOPHP) et Organisation statistique centrale (CSO) [Yémen], Programme panarabe pour la santé familiale (PAPFAM), ICF International. *Yemen National Health and Demographic Survey 2013* (Enquête démographique et de santé nationale au Yémen 2013). Rockville, Maryland : MOPHP, CSO, PAPFAM, ICF International ; 2015. Disponible sur le site https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR296/FR296.pdf.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : YÉMEN (suite)

Évaluation des besoins pour la planification multisectorielle

En 2019, du fait des ressources publiques limitées et de changements intervenus dans les capacités et les structures de gouvernance, il a été noté que les partenaires internationaux assumaient un rôle de plus en plus important dans les efforts visant à améliorer la nutrition au Yémen, en particulier dans le cadre de la réponse humanitaire. Ainsi, il était également nécessaire de refléter cette évolution dans le nouveau PAMN.

Par la suite, il a été décidé que la crise actuelle, y compris la détérioration de la situation nutritionnelle et le contexte institutionnel changeant, appelait à un cadre de résultats complet et un plan d'action afin que le gouvernement et les organisations partenaires puissent améliorer les résultats en matière de nutrition, au travers d'une approche multisectorielle et multi-acteurs, en reliant les efforts déployés en faveur du développement et l'aide humanitaire. En 2019, sous la direction du ministère de la Planification et de la Coopération internationale et du secrétariat SUN au Yémen, ainsi qu'avec le soutien de MQSUN+, le processus de mise à jour du CCR et l'élaboration du PAMN et des documents associés ont démarré.

La première étape de la collecte des détails programmatiques consistait à cartographier les partenaires et les programmes, en vue de revoir le CCR, de mettre à jour le chiffrage et de préparer le PAMN. Il s'agissait notamment d'élaborer des notes d'orientation spécifiques à chaque secteur et des notes de cartographie du lien entre l'aide humanitaire et le développement, dans le but d'orienter l'analyse des lacunes, d'utiliser le contenu du CCR pour cartographier la situation de la mise en œuvre par rapport à la planification, aux présentations des coûts et aux modèles de données.

Mise à jour et chiffrage du CCR

Sur la base de la cartographie des principaux secteurs et programmes, d'un atelier et de consultations en personne, le CCR a été progressivement mis à jour. La version finale du CCR comprenait l'élaboration d'actions de développement et humanitaires pour tous les secteurs et les détails des activités, les indicateurs et les cibles et coûts annuels. Le chiffrage à jour du PAMN et de son CCR repose sur une évaluation de l'état de préparation des coûts, la méthodologie et l'exercice de chiffrage menés en 2018. La même méthodologie a été appliquée, mais en présentant des estimations des coûts des activités nouvellement ajoutées ou actualisées dans le CCR à jour, qui a été élaboré au cours du deuxième semestre 2019.

Le processus de mise à jour des coûts du CCR comprenait un atelier d'orientation avec les parties prenantes de tous les secteurs afin de présenter et d'examiner le CCR à jour, les objectifs du PAMN et l'exercice de chiffrage, ainsi que pour rappeler la méthodologie employée dans la détermination des coûts des activités. Des consultations sectorielles et bilatérales étendues ont également eu lieu avec les points focaux SUN du gouvernement et les représentants des organisations partenaires pour finaliser les cibles et estimer les coûts unitaires et totaux. Les informations et les résultats ont été regroupés en utilisant des formulaires répertoriant les buts, les objectifs, les produits intermédiaires, les activités, les sous-activités et les cibles par année, et demandant des estimations des coûts unitaires des activités et des sous-activités.

La méthode principalement utilisée pour calculer les estimations de coûts était le chiffrage sur une base individuelle ou l'approche basée sur les composantes. L'exercice de chiffrage a permis d'obtenir des calculs détaillés des coûts pour chaque activité, sur la base des coûts unitaires et des cibles annuelles établies. Ce chiffrage détaillé du CCR complet a représenté un accomplissement remarquable pour l'équipe SUN au Yémen.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : YÉMEN (suite)

Préparation de la description narrative du MSNP

La description narrative du PAMN a été élaborée en fonction du CCR à jour et chiffré. La préparation s'est étendue de septembre 2019 à début 2020. L'équipe a commencé par l'ébauche et la mise à jour de la table des matières, puis les intrants et les responsabilités de l'équipe ont été examinés et clarifiés, avant d'être convenus.

Les documents ont été examinés pour orienter l'ébauche initiale de l'analyse de la situation et de l'analyse de la gouvernance et du contexte national. Le PAMN présente également la logique et les raisons qui sous-tendent les buts, les objectifs, les activités et les indicateurs associés figurant dans le CCR. De plus, il précise l'ensemble global des principes sur lesquels reposent leur élaboration et leur mise en œuvre planifiée. Il y a des chapitres supplémentaires décrivant les dispositifs institutionnels prévus et l'élaboration des capacités, ainsi que des chapitres résumant deux documents clés joints au PAMN : le *Plan de suivi et d'évaluation de la nutrition* et la *Stratégie de plaidoyer en soutien au Plan multisectoriel de nutrition de la République du Yémen*.

Le secrétariat SUN au Yémen a mené des ateliers et a organisé des réunions de discussion multisectorielles et bilatérales pour compiler les contributions des partenaires et discuter des priorités et des détails dans le contenu du PAMN. Les principaux secteurs représentés par le biais des ministères et départements gouvernementaux étaient la santé, l'eau et l'environnement, l'agriculture et l'irrigation, le bétail, les pêcheries et l'éducation. Outre les consultations, les documents de planification et de programme des secteurs et acteurs pertinents ont été compilés, examinés et cartographiés. Parmi les acteurs figuraient les ministères sectoriels sélectionnés, des agences des Nations Unies, les groupes sectoriels de l'humanitaire et leurs représentants d'organisations partenaires internationales.

Élaboration du plan S&E pour la nutrition

Le plan de suivi et d'évaluation qui accompagnait le CCR et le PAMN reposait sur les résultats d'un atelier de suivi et d'évaluation. Des consultations bilatérales ont ensuite été menées avec les secteurs pour discuter des flux de données au sein des ministères et organisations et entre eux, et pour examiner et remplir les tableurs S&E qui servent de référence relativement aux objectifs, indicateurs et cibles dont chaque secteur assume la responsabilité, ainsi que les flux de données et les dispositions en matière d'établissement de rapports. Suite à ces consultations, chacun des ministères principaux a identifié des indicateurs et des cibles liés aux résultats et aux produits qui correspondent aux priorités, buts et objectifs. Ils ont également décrit la gestion et l'utilisation des données et présenté les programmes à évaluer.

L'établissement des indicateurs et des cibles aux différents niveaux reposait sur le CCR, qui s'accompagnait également des informations provenant des consultations sectorielles de suivi et d'évaluation. Des modèles de rapports de suivi et d'évaluation ont été annexés au plan de suivi et d'évaluation, présentant les résultats sectoriels (ministériels) et les indicateurs trimestriels liés aux produits pour assurer un suivi et établir des rapports relativement aux cibles définies. Les formats et le contenu reposaient sur les contributions provenant des consultations.

Leur approche en matière de suivi et d'évaluation repose sur la compréhension du fait que la République du Yémen est sur le point de sortir d'une crise humanitaire qui a perturbé tous les domaines, y compris la prestation de services, les capacités individuelles, institutionnelles et systémiques et la disponibilité des données. Ainsi, le plan comprend des indicateurs et une approche en matière de suivi et d'évaluation qui sont considérés comme réalistes à court et à moyen terme.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : YÉMEN (suite)

Il présente également les activités de suivi et évaluation qui faciliteront l'introduction de processus et de dispositions institutionnelles permettant de faire un suivi de la mise en œuvre et des résultats du PAMN et d'encourager la redevabilité et l'apprentissage entre les secteurs pour obtenir des résultats rapides en faveur de la nutrition qui bénéficieront des années durant à la population du Yémen.

Formulation d'une stratégie de plaidoyer et d'un plan d'action

Enfin, une stratégie de plaidoyer et un plan d'action ont été élaborés en vue d'orienter, de sensibiliser et d'informer les politiciens, les responsables politiques, et les organisations partenaires nationales et internationales relativement au CCR et au PAMN ainsi qu'à l'importance d'une approche multisectorielle dans la lutte contre la malnutrition. La stratégie de plaidoyer s'étend sur trois ans, conformément à la mise en œuvre du PAMN et du CCR.

Une analyse rapide des parties prenantes concernées et de leurs contributions potentielles à la stratégie de plaidoyer en faveur de la nutrition a été menée dans le cadre de la première étape d'orientation de la préparation des examens approfondis et des consultations. Des consultations multi-acteurs et bilatérales s'en sont suivies. Un atelier de consultation de plaidoyer a été mené en novembre 2019. Les résultats de l'atelier ont permis d'établir le contenu stratégique et programmatique de la stratégie. Les objectifs de plaidoyer, les publics et les processus pour instaurer les « changements attendus » en matière de politique, de sensibilisation, de leadership et d'environnement opérationnel ont fait l'objet d'un examen et d'une discussion, avant d'être approuvés.

La stratégie de plaidoyer détaillée comprend des annexes portant sur les publics cibles de chaque secteur, les changements sectoriels attendus et les messages par objectif, les éléments pour la communication des changements sociaux et comportementaux et un plan de plaidoyer. La stratégie de plaidoyer a été harmonisée de près avec les stratégies de plaidoyer associées déjà en place, en particulier la Stratégie de plaidoyer 2018-2020 du Groupe sectoriel pour la nutrition au Yémen.

Enseignements tirés du processus de planification multisectorielle

Le secrétariat du SUN au Yémen a dirigé le processus d'élaboration du PAMN et de mise à jour du CCR ainsi que les travaux de S&E et de plaidoyer, avec le soutien des parties prenantes du domaine de la nutrition et des acteurs humanitaires au Yémen, ainsi que celui des partenaires de développement. Lors du processus, des projets de documents ont été fréquemment diffusés aux membres d'organisations partenaires gouvernementales et non gouvernementales en vue d'obtenir des contributions et des commentaires détaillés. Au travers d'un processus interactif d'ateliers et de consultations en ligne et en personne, les représentants du secrétariat du SUN au Yémen ont finalisé et clarifié les produits. L'approbation du comité directeur ainsi que celle du gouvernement de facto à Sana'a et du gouvernement légitime à Aden a été préparée.

Depuis son lancement en 2018 jusqu'à son achèvement début 2020, le processus a bénéficié d'un engagement solide en faveur de la nutrition multisectorielle. Les communications et les échanges d'informations entre les équipes basées au Yémen et à l'étranger ont suivi un processus efficace et joué un rôle central, par le biais de conférences en ligne et d'appels et de partage en ligne de documents sur un système basé sur le Cloud, ce qui a permis à tous les membres de l'équipe de bénéficier d'un accès en temps réel. Des discussions approfondies et les contributions constructives fournies par toutes les parties prenantes tout au long du processus ont promu un consensus et des accomplissements conjoints exceptionnels.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : YÉMEN (suite)

Dans l'ensemble, les produits développés à partir du processus de planification multisectorielle peuvent fournir un énorme volume d'informations larges et à jour, non seulement pour les parties prenantes dans le pays, mais également pour les publics intéressés à l'échelle mondiale. La diffusion étendue des produits est essentielle pour les parties prenantes dans le pays et un accès élargi par une publication en ligne peut offrir des enseignements pour d'autres pays qui sont engagés dans le processus de planification de la nutrition.

Malgré le conflit généralisé en cours qui perdure dans le pays et ses effets dévastateurs sur l'économie nationale, les institutions publiques continuent de jouer un rôle majeur dans la fourniture de l'assistance humanitaire. La préservation des capacités des institutions du secteur public à fournir des services de base vitaux et la conduite de travaux couvrant le lien entre l'aide humanitaire et le développement demeurent des objectifs clés du Plan de réponse humanitaire 2019.

Partage des enseignements tirés

Inspiré par le leadership extraordinairement solide et les accomplissements remarquables de l'équipe du secrétariat du SUN au Yémen, le partage des enseignements tirés du processus de renforcement de la nutrition dans le pays avec les partenaires mondiaux du domaine de la nutrition a été considéré comme essentiel. Il s'agissait notamment des éléments suivants :

- *A Nutrition Exchange podcast*: '*Conducting a Costing Readiness Assessment'* (Podcast d'échanges sur la nutrition : « Conduite d'une évaluation de l'état de préparation des coûts »), publié par le Réseau pour l'urgence nutritionnelle (ENN), *Nutrition Exchange* (Échanges sur la nutrition), 12e édition, 18 juillet 2019. Disponible sur le pôle médiatique en ligne de l'ENN : https://www.ennonline.net/mediahub/podcast/yemencostingreadiness.
- *Présentation d'affiche lors du rassemblement mondial du Mouvement 2019 au Népal*.
- *Session d'assistance technique lors du rassemblement mondial du Mouvement SUN 2019 au Népal* : Le chef du secrétariat du SUN au Yémen était un intervenant lors de réflexions sur le rôle catalyseur de l'assistance technique dans le Mouvement SUN, la collaboration avec MQSUN+ et d'autres partenaires tout au long du processus de planification multisectorielle et les perspectives partagées au sujet des prochaines étapes et des enseignements tirés. Synthèse : https://scalingupnutrition.org/fr/sungg2019/.
- *Partage d'expérience de l'assistance technique :* L'équipe du SUN au Yémen et l'équipe de consultation internationale de MQSUN+ ont été interrogées au sujet de leurs expériences afin de les inclure dans l'assistance technique pour le document d'information technique sur la nutrition, *Providing Technical Assistance for SUN Countries* (Fourniture d'une assistance technique aux pays SUN – avril 2020). Disponible sur le site https://mqsunplus.path.org/wp-content/uploads/2020/05/TAN_brief_v4.pdf.

Prochaines étapes : Lancement du PAMN

Après la finalisation du CCR chiffré, du narratif du PAMN et des plans associés, il sera important d'obtenir *l'approbation du PAMN et du CCR* par le comité directeur SUN au Yémen, ainsi que les entités gouvernementales, en tant que condition préalable à la poursuite de la planification et de la mise en œuvre à l'échelle infranationale.

ÉTUDE DE CAS DE PAYS : YÉMEN (suite)

Une diffusion large de tous les documents finalisés, tant sur des plateformes imprimées qu'en ligne, permettra de tenir toutes les parties prenantes informées et d'assurer une *gestion appropriée des connaissances* dans le cadre des éléments de ressources élaborés et compilés.

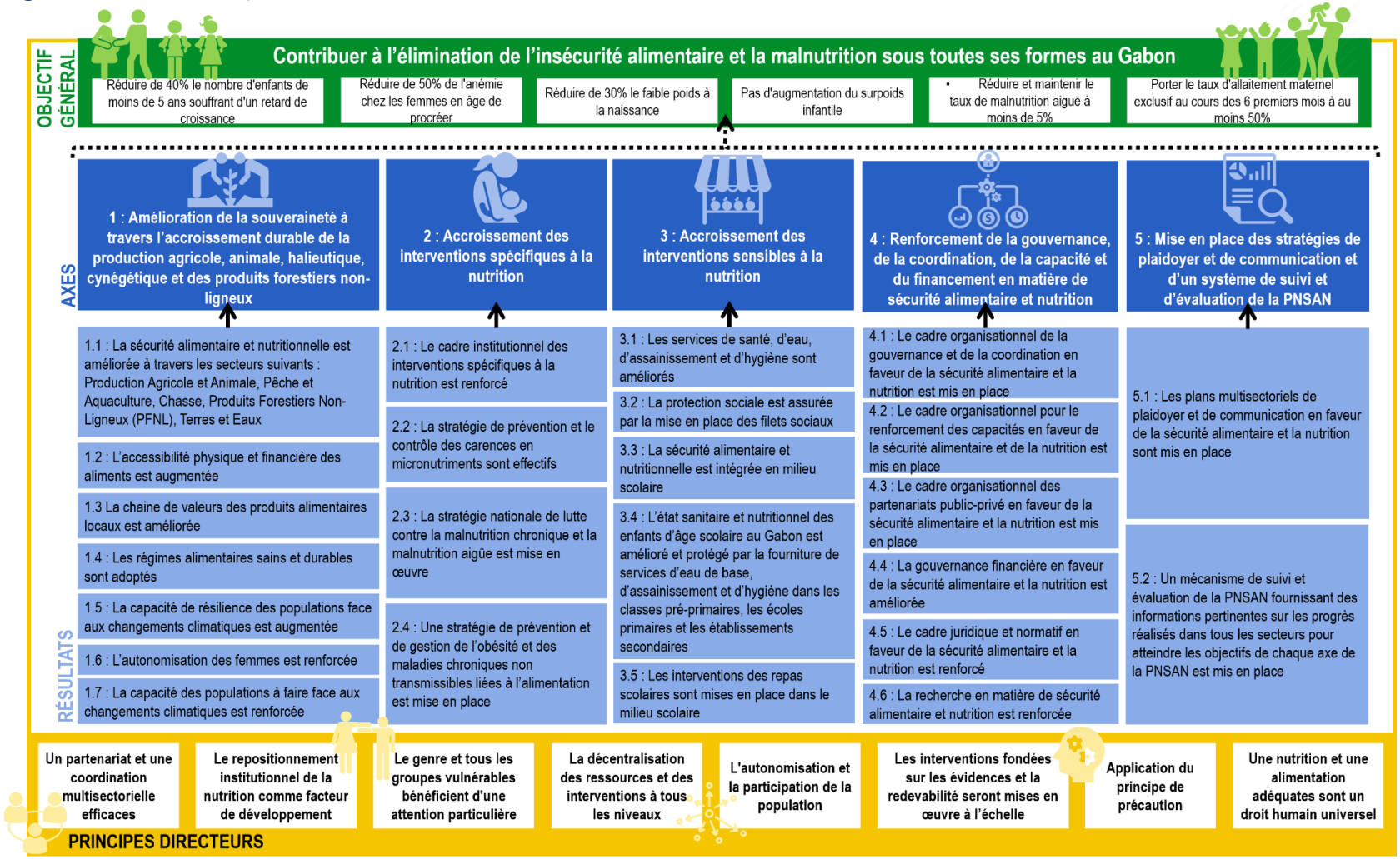
Les détails opérationnels prévus dans le PAMN ainsi que dans le CCR chiffré, la matrice S&E et la stratégie et le plan de plaidoyer qui y sont associés reposaient sur des interactions étendues et des consultations en ligne et en personne avec les partenaires et les points focaux. Il demeure essentiel que les mécanismes de coordination multisectorielle les passent en revue lors de la phase de démarrage pour approfondir la contextualisation et s'assurer que les détails sont approuvés et qu'ils correspondent aux priorités sectorielles et que les lacunes sont identifiées, tout en s'efforçant d'atteindre les cibles de réduction de la malnutrition au Yémen.

Il sera important d'assurer un suivi et des mises à jour du CCR chiffré, car de nouvelles données factuelles et des changements peuvent se présenter lors de la mise en œuvre du PAMN. Le suivi des budgets, affectations et dépenses est essentiel pour la transparence et la redevabilité. Il est fortement recommandé de renforcer les ressources humaines pour la planification financière, les affectations ou les mécanismes de décaissement et de suivi des fonds dans les domaines d'actions spécifiques et sensibles à la nutrition. En outre, une analyse des écarts financiers pourrait aider à déceler les déficits de financement et à établir les priorités tout en mobilisant des ressources.

L'étape clé suivante est la *préparation de la phase initiale de la mise en œuvre du plan*, comprenant une discussion et la préparation de la mise en œuvre des programmes et des activités aux niveaux national et infranational. Cette étape peut être facilitée en renforçant les capacités par l'établissement de structures de coordination et de mise en œuvre institutionnelles solides qui permettent un apprentissage mutuel et orientent les ajustements apportés au plan, tant au niveau sectoriel que multisectoriel. Des efforts de plaidoyer et de communication efficaces visant à mobiliser et soutenir l'allocation des ressources requises pour démarrer l'expansion des programmes et des activités, y compris l'élaboration d'initiatives multisectorielles solides de communication et de changement social et comportemental. Parallèlement aux activités de S&E, dont la préparation et le lancement de rapports multisectoriels, le système de suivi et de gestion des informations sera également important.

Annexe 3. Exemples de modèles de Cadres communs de résultats de certains pays

Figure 1. Modèle conceptuel du Cadre commun de résultats du Gabon.



GABON

OBJECTIF GÉNÉRAL

Contribuer à l'élimination de l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes au Gabon

AXE

1 : Amélioration de la souveraineté à travers l'accroissement durable de la production agricole, animale, halieutique, cynégétique et des produits forestiers non-ligneux

RÉSULTAT

1.1 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle est améliorée à travers les secteurs suivants : Production Agricole et Animale, Pêche et Aquaculture, Chasse, Produits Forestiers Non-Ligneux (PFNL), Terres et Eaux

PRODUITS

PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE

1.1.1 : L'intégration de la formation en nutrition dans les curricula des écoles de formation des professionnels clés du secteur au niveau national et régional est achevée, ainsi que la mise à leur disposition d' outils pour mieux considérer la dimension nutrition dans leur travail

1.1.2 : Les éleveurs sont encadrés dans les bonnes pratiques d'élevage

1.1.3 : La consommation des produits locaux d'origine animale est accrue.

1.1.4 : Les capacités des petits exploitants sont renforcées pour l'accroissement de la production de l'agriculture familiale

1.1.5 : Les Zones Économiques Spéciales (ZES) ou Zones agricoles à haute productivité (ZAP) sont créées pour l'agriculture et l'élevage en partenariat avec le secteur privé

1.1.6 : Les mesures incitatives découlant du code Agricole (exo fiscales et douanières) et des investissements sont opérationnalisées

1.1.7 : Les mesures incitatives découlant du code des investissements sont opérationnalisées

1.1.8 : L'approche multi-ressources (production végétale, élevage, agriculture et PFNL) est intégrée dans les plans de gestions des forêts communautaires

1.1.9 : L'approche Champ École Paysans (CEP) est intégrée dans les plans de développement rural

1.1.10 : Les zones rurales sont repeuplées pour créer des emplois dans le secteur agricole et activités connexes

1.1.11 : Les systèmes de production végétale et animale sont intensifiés de manière durable, la production est augmentée et le temps et l'effort sont réduits

1.1.12 : L'entreprenariat agricole est renforcé chez les jeunes pour accroitre la production alimentaire locale

1.1.13 : La production locale des produits alimentaires est accrue à travers la mécanisation agricole

1.1.14 : L'agriculture est diversifiée

1.1.15 : Les pôles de développement agricole intégrés sont réalisés

PÊCHE ET AQUACULTURE

1.1.16 : Le secteur de la pêche et de l'aquaculture est renforcé

1.1.17 : Les inventaires et les évaluations des produits halieutiques sont conduits pour une meilleure connaissance des stocks et un prélèvement durable

1.1.18 : Les actions d'appui et de recherche sont développées en faveur de la pêche

1.1.19 : L'armement national dans la pêche maritime industrielle est développé

1.1.20 : Les pêches artisanale, continentale et maritime sont développées

1.1.21 : La qualité sanitaire des produits halieutiques est renforcée pour accroitre la chaine de valeur

1.1.22 : Les infrastructures de transformation et de conservation des produits halieutiques sont mises en place

PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL)

1.1.27 : Les techniques de domestication et d'amélioration des PFNL comestibles sont promues

1.1.28 : L'investissement pour les filières PFNL qui contribuent à la SAN est promu

1.1.29 : Le régime juridique des espèces PFNL domestiques est clairement défini

1.1.30 : Les mécanismes de gestion et d'exploitation durables des PFNL sont développés

1.1.31 : La consommation des produits FNL de haute valeur nutritive est promue

CHASSE

1.1.23 : Les inventaires multi-usage de la forêt et de la faune sont conduits

1.1.24 : Les forêts communautaires sont développées

1.1.25 : Les ressources cynégétiques sont exploitées rationnellement par les communautés locales

1.1.26 : Les projets de « Game Ranching » sont développés pour l'élevage des espèces sauvages

TERRES ET EAUX

1.1.32 : L'accès aux terres agricoles est facilité pour les exploitations familiales et les investissements privés

1.1.33 : Les forêts communautaires sont aménagées et exploitées durablement

1.1.34 : Les infrastructures de base sont mises en place pour faciliter l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits

GABON

RÉSULTATS	**1.2 : L'accessibilité physique et financière des aliments est augmentée**	**1.3 : La chaine de valeurs des produits alimentaires locaux est améliorée**	**1.4 : Les régimes alimentaires sains et durables sont adoptés**	**1.5 : La capacité de résilience des populations face aux changements climatiques est augmentée**	**1.6 : L'autonomisation des femmes est renforcée**	**1.7 : La capacité des populations à faire face aux changements climatiques est renforcée**
PRODUITS	1.2.1 : Les marchés locaux sont approvisionnés en produits sains et durables 1.2.2 : Les infrastructures économiques de soutien à la commercialisation des produits alimentaires agricoles ont été mises en place	1.3.1 : Les chaines de valeur des productions végétales de haute valeur nutritive sont développées 1.3.2 : La nutrition est prise en compte à toutes les étapes de la chaine de valeur alimentaire	1.4.1 : Les Recommandations Alimentaires nationales (RAN) sont élaborées 1.4.2 : La consommation des produits locaux à hautes valeurs nutritives est augmentée	1.5.1 : Le système d'alerte précoce et de surveillance des menaces potentielles, connues ou émergentes est mis en place 1.5.2 : Le ciblage des populations mal desservies et des groupes vulnérables dans les situations de crises humanitaires est assuré 1.5.3 : Le comité de lutte multisectoriel chargé des réponses et de la réduction des risques aux catastrophes est renforcé	1.6.1 : L'accès des femmes au foncier est renforcé 1.6.2 : Les capacités techniques des femmes sont renforcées 1.6.3 : L'accès des femmes aux microcrédits est augmenté 1.6.4 : Les activités génératrices des revenus sont accrues en faveur des femmes	1.7.1: Les mécanismes de développement propres sont mis en place pour protéger l'environnement 1.7.2 : L'agroforesterie et l'arboriculture fruitière sont développées

GABON

OBJECTIF GÉNÉRAL: Contribuer à l'élimination de l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes au Gabon

AXE: 2 : Accroissement des interventions spécifiques à la nutrition

RÉSULTATS	2.1 : Le cadre institutionnel des interventions spécifiques à la nutrition est renforcé	2.2 : La stratégie de prévention et le contrôle des carences en micronutriments sont effectifs	2.3 : La stratégie nationale de lutte contre la malnutrition chronique et la malnutrition aigüe est mise en œuvre	2.4 : Une stratégie de prévention et de gestion de l'obésité et des maladies chroniques non transmissibles liées à l'alimentation est mise en place
PRODUITS	2.1.1 : Les capacités techniques, notamment les ressources humaines, du CNN sont renforcées 2.1.2 : Les capacités logistiques et organisationnelles du CNN sont renforcées 2.1.3 : Des stratégies nationales en matière de lutte contre la malnutrition chronique et la malnutrition aigüe, les carences en micronutriments, l'obésité et le surpoids, ainsi que les maladies chroniques d'origine nutritionnelle sont élaborées 2.1.4 : L'intégration des interventions nutritionnelles dans les services existants de santé maternelle et infantile est effective	2.2.1 : La nutrition des adolescentes et des femmes en âge de procréer est améliorée 2.2.2 : Les interventions de supplémentation et de promotion de la consommation des aliments locaux riches en micronutriments sont organisées en faveur des femmes enceintes et postpartum, des femmes en âge de procréer et des adolescentes 2.2.3 : L'apport de micronutriments chez les nourrissons et les jeunes enfants est amélioré	2.3.1 : Le programme national d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) est renforcé 2.3.2 : L'initiative Hôpitaux amis des bébés est relancée et étendue 2.3.3 : Un environnement favorable à la promotion de l'allaitement maternel exclusif (AME) jusqu'à 6 mois est créé 2.3.4 : Les enfants d'au moins 12 mois sont déparasités chaque semestre, y compris au niveau des écoles 2.3.5 : L'accès à une alimentation de complément adéquate pour les enfants de 6 à 24 mois est crée 2.3.6 : L'accès équitable aux pratiques optimales d'alimentation et d'hygiène chez les nourrissons et les jeunes enfants est assuré 2.3.7 : Le suivi régulier de la croissance des enfants de 0 à 5 ans est amélioré 2.3.8 : La prise en charge de la malnutrition aigüe sévère dans les structures de santé et hôpitaux dans chaque province du Gabon est améliorée 2.3.9 : Les femmes en âge de procréer, y compris les adolescentes, sont conscientes de l'importance d'une alimentation équilibrée et des besoins nutritionnels accrus pendant la grossesse et l'allaitement	2.4.1 : Le programme national de prévention de l'obésité et de promotion de régimes alimentaires sains est mis en œuvre 2.4.2 : Les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire sont réduites grâce à des campagnes CCC et à l'adoption d'un mode de vie sain

GABON

OBJECTIF GÉNÉRAL: Contribuer à l'élimination de l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes au Gabon

AXE: 3 : Accroissement des interventions sensibles à la nutrition

RÉSULTATS	3.1 : Les services de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont améliorés	3.2 : La protection sociale est assurée par la mise en place des filets sociaux	3.3 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle est intégrée en milieu scolaire	3.4 : L'état sanitaire et nutritionnel des enfants d'âge scolaire au Gabon est amélioré et protégé par la fourniture de services d'eau de base, d'assainissement et d'hygiène dans les classes pré-primaires, les écoles primaires et les établissements secondaires	3.5 : Les interventions des repas scolaires sont mises en place dans le milieu scolaire
PRODUITS	3.1.1 : Les stratégies de prévention des maladies infectieuses au niveau des ménages sont promues 3.1.2 : L'accès aux installations sanitaires dans toutes les provinces est amélioré 3.1.3 : L'accès équitable à l'eau potable est assuré 3.1.4 : La sensibilisation sur le lien entre l'insuffisance en eau potable, assainissement et l'hygiène et la malnutrition est augmentée et la capacité pour adresser ce lien est améliorée	3.2.1 : La couverture de protection sociale est élargie 3.2.2 : La qualité des prestations des services sociaux est renforcée 3.2.3 : Les activités d'éducation à la nutrition, aux soins de santé et aux bonnes pratiques familiales sont incluses dans les interventions de protection sociale 3.2.4 : Les mesures de protection sociale sont mises en place, particulièrement pour les populations vulnérables, y compris les personnes vulnérables à la malnutrition	3.3.1 : Intégrer systématiquement les objectifs et les indicateurs de la nutrition dans les politiques et la législation du Ministère de l'Education Nationale 3.3.2 : Former les agents du Ministère de l'Education Nationale et les enseignants de la maternelle, du primaire et du secondaire dans la nutrition et la sécurité alimentaire 3.3.3 : Intégrer des thèmes de nutrition aux composantes pertinentes du curricula pour les élèves de la maternelle, du primaire et du secondaire 3.3.4 : Préparer du matériel de promotion/des ressources sur la nutrition pour les enseignants et les parents	3.4.1 : Mise en œuvre des services de base sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles 3.4.2 : Le suivi de la mise en œuvre des services d'eau potable, d'assainissement et de lavage de mains est en place dans les écoles	3.5.1 : La nutrition de tous les enfants et adolescents en âge scolaire est améliorée pour une croissance et un développement optimal 3.5.2 : Les connaissances et les compétences en nutrition chez les adolescents sont améliorées 3.5.3 : La composition nutritionnelle optimale est assurée pour tous les repas scolaires 3.5.4 : Les recettes culinaires locales sont intégrées dans les cantines scolaires

GABON

OBJECTIF GÉNÉRAL: Contribuer à l'élimination de l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes au Gabon

AXE: 4 : Renforcement de la gouvernance, de la coordination, de la capacité et du financement en matière de sécurité alimentaire et nutrition

RÉSULTATS	4.1 : Le cadre organisationnel de la gouvernance et de la coordination en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition est mis en place	4.2 : Le cadre organisationnel pour le renforcement des capacités en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition est mis en place	4.3 : Le cadre organisationnel des partenariats public-privé en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition est mis en place	4.4 : La gouvernance financière en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition est améliorée	4.5 : Le cadre juridique et normatif en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition est renforcé	4.6 : La recherche en matière de sécurité alimentaire et nutrition est renforcée
PRODUITS	4.1.1 : Le Conseil National Multisectoriel de SAN est opérationnalisé 4.1.2 : Le cadre institutionnel de mise en œuvre et de coordination est mis en place au niveau national et provincial 4.1.3 : La PNSAN et son plan d'action sont opérationnalisés 4.1.4 : Les objectifs, activités et résultats pertinents de la PNSAN et son plan d'action sont intégrés dans les plans sectoriels au niveau national et provincial	4.2.1 : Les capacités pour la mise en œuvre de la PNSAN sont renforcées dans les institutions, la société civile et le secteur privé 4.2.2 : La formation en nutrition est institutionnalisée dans les curricula académiques et les programmes de formations continues sectoriels de tous les acteurs	4.3.1 : Le partenariat public-privé pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au Gabon est développé	4.4.1 : Les lignes budgétaires de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont mises en place 4.4.2 : Les investissements locaux et internationaux pour les activités de la PNSAN sont sécurisés 4.4.3 : Un fond spécial d'urgence qui intègre tous les secteurs de la plateforme est mis en place	4.5.1 : Le cadre règlementaire en matière de contrôle de la qualité et de l'acuité des aliments consommés au Gabon est défini 4.5.2 : Les capacités des structures chargées de contrôler la sécurité sanitaire et l'hygiène alimentaire sont renforcées 4.5.3 : Les législations, les règlementations et les normes relatives à la vente des aliments sur les voies publiques sont renforcées	4.6.1 : Les capacités des institutions de recherches liées à l'alimentation et à la nutrition sont renforcées 4.6.2 : Un mécanisme de coordination des recherches en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle est renforcé au niveau national et provincial

GABON

OBJECTIF GÉNÉRAL

Contribuer à l'élimination de l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes au Gabon

AXE

5 : Mise en place des stratégies de plaidoyer et de communication et d'un système de suivi et d'évaluation de la PNSAN

RÉSULTATS

5.1 : Les plans multisectoriels de plaidoyer et de communication en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition sont mis en place

5.2 : Un mécanisme de suivi et d'évaluation de la PNSAN fournissant des informations pertinentes sur les progrès réalisés dans tous les secteurs pour atteindre les objectifs de chaque axe de la PNSAN est mis en place

PRODUITS

5.1.1 : Un plaidoyer soutenu en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition est assuré au niveau national et provincial

5.1.2 : Un plan de communication sociale pour la promotion de la nutrition et des bonnes pratiques d'alimentation est développé

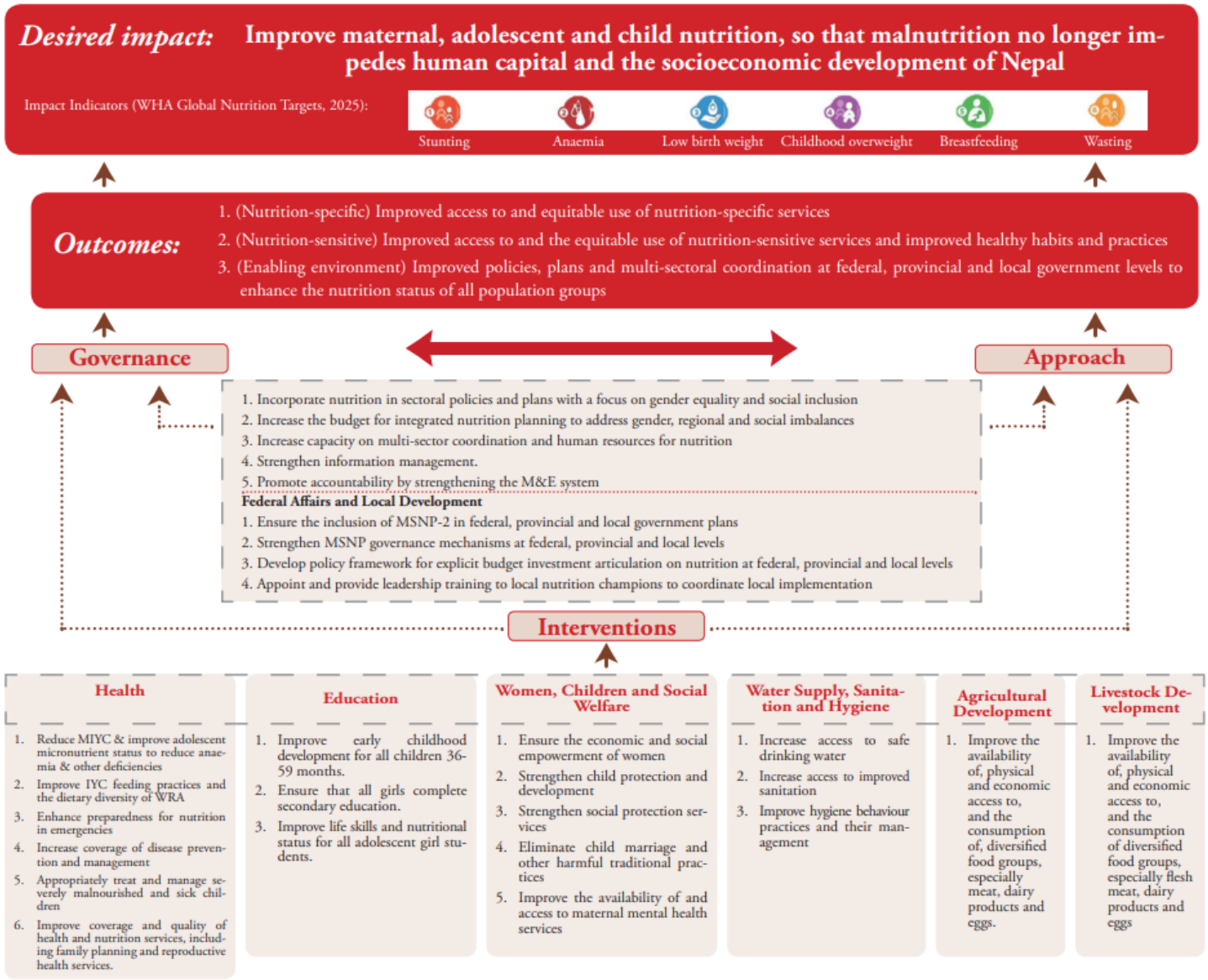
5.1.3 : Les compétences en communication pour le changement de comportement des professionnels des différents secteurs impliqués dans la SAN sont renforcées

5.1.4 : Les capacités des professionnels des médias sont renforcées en matière de communication sur la sécurité alimentaire et la nutrition

5.2.1 : La sécurité alimentaire et nutritionnelle est intégrée dans le cadre du suivi et l'évaluation des interventions de développement national, sectoriel et local

GABON

Figure 2. Module conceptuel du Plan multisectoriel pour la nutrition du Népal.



NÉPAL

GOAL: IMPROVED MATERNAL, ADOLESCENT AND CHILD NUTRITION BY SCALING UP ESSENTIAL NUTRITION-SPECIFIC AND SENSITIVE INTERVENTIONS AND CREATING AN ENABLING ENVIRONMENT FOR NUTRITION

Outcome 1: Improved access to and equitable use of nutrition-specific

Output 1.1 Enhanced nutrition status of WRA including adolescents

1.1.1 Organize and implement fully-nourished villages/ wards including G1000D communication campaign
1.1.2 Revitalize School Health and Nutrition Programme including promotion of healthy dietary habits and physical activities
1.1.3 Raise awareness and services for healthy timing and spacing of pregnancy
1.1.4 Conduct barrier analysis for increased ANC service utilization
1.1.5 Integrate and expand adolescent-friendly health and nutrition services

Output 1.2: Improved infant and young child nutrition and care practices

1.2.1 Conduct MIYCN counselling at all health sector platforms viz. health mother's group meetings, immunization, ANC, PNC, GMP, PHC-ORC, IMNCI & OPD services
1.2.2 Conduct regular growth monitoring counselling at PHC-ORCs and health facilities
1.2.3 Disseminate IEC & BCC materials through health facilities, & FCHVs to communities & households regularly
1.2.4 Conduct food preparation & cooking demonstrations to prepare local nutritious foods (e.g. nutritious flour/porridge (lito), jaulo/khichadi using local foodstuffs
1.2.5 Engage media for documentation and dissemination of MIYCN programme
1.2.6 Raise awareness on nutrition including essential newborn care

Output 1.3: Improved MIYC micronutrient status

1.3.1 Maintain and sustain routine distribution of Vitamin A capsule and deworming tablets to children under 5 years
1.3.2 Increase coverage and compliance of iron folic acid and deworming among pregnancy and post-partum women
1.3.3 Scale-up home food fortification with MNP in targeted area
1.3.4 Raise awareness to promote household use of two-child-logo iodized salt
1.3.5 Raise awareness to promote consumption of roller-mill produced fortified flour and rice
1.3.6 Initiate rice fortification in government (NFC) and selected large rice mills.
1.3.7 Conduct research to improve compliance of IFA supplementation
1.3.8 Conduct barrier analysis on low coverage/ compliance of MNP
1.3.9 Procure and supply nutrition commodities for regular and emergency programmes (Vitamin A, IFA, deworming tablets, MNP, RUTF, therapeutic milk, ReSoMal)
1.3.10 Scale-up fortified super cereal flour distribution in districts with high prevalence of acute malnutrition to pregnant and lactating women and 6-23 months children under MCHN programme

Output 1.4: Improved management of severe and moderate acute malnutrition

1.4.1 Expand and establish OTC and ITC centres for management of severe acute malnutrition in children under 5
1.4.2 Scale-up NRH in 50+ bed hospitals
1.4.3 Conduct periodic nutrition assessments and counselling at community levels
1.4.4 Conduct barrier analysis on services related to SAM management
1.4.5 Scale-up and strengthen IMNCI programme
1.4.6 Establish and strengthen nutrition information and surveillance system in normal and humanitarian situations

Output 1.5: Enhanced preparedness for nutrition in emergency. responses

1.5.1 Establish local level nutrition clusters and conduct quarterly coordination meeting
1.5.2 Update and develop nutrition in emergency preparedness for response and contingency planning at local levels.

Output 1.6: Capacity built of nutrition specific sectors

1.6.1 Refresher training for HWs & FCHVs at all level on MIYCN package
1.6.2 Organize basic training on MIYCN package to newly recruited nutrition supervisors and nutrition officers
1.6.3 Organize nutrition champion leadership development events
1.6.4 Conduct routine data quality assessments (RDQA) using nutrition programme related HMIS tools

NÉPAL

GOAL: IMPROVED MATERNAL, ADOLESCENT AND CHILD NUTRITION BY SCALING UP ESSENTIAL NUTRITION-SPECIFIC AND SENSITIVE INTERVENTIONS AND CREATING AN ENABLING ENVIRONMENT FOR NUTRITION

Outcome 2: Improved access to and the equitable use of nutrition-sensitive services and improved healthy habits and practices

Output 2.1: Increased availability and consumption of safe and nutritious foods

- 2.1.1 Make available agriculture and livestock inputs (i.e. seeds, fertilizers, breeds) at household and community levels
- 2.1.2 Provide technical support (training, demonstration) to promote production of fruits, vegetables, nutritious roots, cereals and pulses to increase consumption of diversified foods in households
- 2.1.3 Increase production and promote consumption of fresh fruits and green leafy vegetables
- 2.1.4 Build capacity of livestock farmers and entrepreneurs to increase milk, meat and egg production
- 2.1.5 Technical support for micro and alternative small irrigation to produce diversified and micronutrient rich foods
- 2.1.6 Support food producing industries to adopt good manufacturing practices (GMP) and related systems
- 2.1.7 Train agriculture and livestock extension officers and staff on food safety, food processing and nutrition
- 2.1.8 Train farmers on food safety, food processing and nutrition
- 2.1.9 Study and improve local food recipes
- 2.1.10 Update and disseminate food composition tables
- 2.1.11 Disseminate food based dietary guidelines to local governments
- 2.1.12 Develop and multiply BCC materials including audio visuals on food safety, food processing and nutrition

Output 2.2: Increased physical and economic access to diverse types of food

- 2.2.1 Enhance access and utilization of animal source foods
- 2.2.2 Promote and support production and consumption of fish including support to establish community ponds for production and local consumption

Output 2.3: Increased access to safe drinking water

Output 2.4: Increased access to safe and sustainable sanitation services

- 2.3.1 Construct and repair water supply schemes in communities and institutions through water safety plans and projects
- 2.3.1 Promote alternative and innovative technologies for supply water
- 2.3.3 Promote household water treatment options

Output 2.5: Improved knowledge of children and mothers and caretakers of under-5 children on health and hygiene

- 2.4.1 Sensitize communities to raise awareness for construction, maintenance and hygienic use of improved household toilets including safe disposal of child faeces
- 2.4.2 Support and strengthen WASH coordination committees and local government to accelerate ODF campaigns.
- 2.4.3 Support construction and management of child, gender and differently abled friendly toilets including menstrual hygiene management facilities at institutions

Output 2.6: Targeted groups have access to resources and opportunities that make them self-reliant

- 2.5.1 Construct, establish and promote user friendly hand washing facilities in households and institutions
- 2.5.2 Raise awareness on hand washing at critical times in communities, school children and health workers.
- 2.5.3 Raise awareness on menstrual hygiene management in communities and schools.
- 2.5.4 Raise awareness about food hygiene in communities

Output 2.7: Nutrition component incorporated in women, adolescent girls and child development training packages

- 2.6.1 Support community seed banks.
- 2.6.2 Support women and disadvantaged groups to produce and consume animal livestock products.
- 2.6.3 Provide start-up entrepreneurship grants to women cooperatives for social and economic empowerment
- 2.6.4 Provide start-up entrepreneurship grants to women group members for social and economic empowerment.
- 2.6.5 Training and orientations for income generation and business promotion (vegetable & fruit production, animal husbandry, livestock, tailoring)
- 2.6.6 Link the distribution of child protection grants to nutrition in all districts.
- 2.6.7 Include nutrition as a major objective of social protection programmes

- 2.7.1 Integrate nutrition modules in training packages including GBV prevention and response training, leadership, community protection, business development and life skills training.

NÉPAL

Output 2:8: Women, children and out-of-school adolescent girls reached with health and nutrition care practices

2.8.1 Organize trainings for members of women cooperatives and child clubs on nutrition sensitive services.

2.8.2 Life skill development programmes for out-of-school adolescent girls

Output 2.9: Child care homes comply with minimum standards of nutrition care

2.9.1 Monitor child care homes compliance with minimum standards of provision of nutrition sensitive services.

2.9.2 Promote nutrition sensitive services at child care homes.

2.9.3 Integrate nutrition component in child protection case management training and services.

2.9.4 Deprived (Bipanna) infant nutrition programme (NPR 50,000 grant for women cooperative)

Output 2.10: Communities empowered to prevent harmful practices (menstrual seclusion [chhaupadi], food taboos)

2.10.1 Run behavioural change communication activities to prevent harmful traditional practices.

2.10.2 Run campaigns to prevent marriage until age 20 (350 adolescents, 390 stakeholders, 840 dhami-jhakri in 39 interaction programmes.

2.10.3 Carry out programmes to shift social norms and harmful practices on food taboos that prevent menstrual hygiene, adequate nutrition for adolescents, etc.

Output 2.11: Enhanced enrolment of children in basic education

2.11.1 Run welcome to school campaigns for basic education.

2.11.2 Provide adequate resources to all schools to have ECED/PPE.

2.11.3 Provide diversified and nutritious mid-day meals to children in basic education.

2.11.4 ECED facilitators, community learning centres (CLC) facilitators, focal teacher and health teachers and food management committees in coordination with FCHVs engage parents to improve their knowledge on health, hygiene and nutrition.

2.11.5 Nutrition monitoring of basic education students.

2.11.6 Build nutrition capacity of ECD facilitators, CLC facilitators, health teachers and food management committee in schools

Output 2.12: Increased adolescent girls' awareness and improved behaviour on nutrition

2.12.1 Run campaigns for girls' education to increase enrolment in schools in targeted area. (Gender Parity Index in NER 1:00 (1-8).

2.12.2 Create priority minimum enabling conditions (classrooms, teachers, text books, WASH, book corners) in schools.

2.12.3 Build separate functional toilets with group hand wash facilities, especially for girls in schools.

2.12.4 Provide safe drinking water in schools.

2.12.5 Promote healthy behaviour through skills-based health education in schools.

2.12. 6 Revise health and nutrition curriculum.

2.12.7 Establish food management committees in all schools providing mid-day meals.

2.12.8 Develop a set of educational training packages on disaster risk reduction (DRR) for students, teachers and school management committees.

Output 2.13: Enhanced access to health and reproductive health services

2.13.1 Provide reproductive health information services in schools and health facilities for boys and girls.

2.13.2 Provide knowledge on importance of delayed first pregnancy after marriage.

2.13.3 Provide information to school students on benefits of use of family planning methods.

2.13.4 Behaviour change communication for increasing uptake of routine measles and rubella immunization.

NÉPAL

GOAL: IMPROVED MATERNAL, ADOLESCENT AND CHILD NUTRITION BY SCALING UP ESSENTIAL NUTRITION-SPECIFIC AND SENSITIVE INTERVENTIONS AND CREATING AN ENABLING ENVIRONMENT FOR NUTRITION

Outcome 3: Improved policies, plans and multi-sectoral coordination at federal, provincial and local government levels to enhance the nutrition status of all population groups.

Output 3.1 MSNP-II included in local, provincial and federal government policies and plans

- 3.1.1 Incorporate MSNP-II in federal plans and polices
- 3.1.2 Incorporate MSNP-II in provincial level plans and policies
- 3.1.3 Incorporate MSNP-II in local government plans and planning processes
- 3.1.4 Organize joint annual review meetings among MSNP-II sector ministries at federal level
- 3.1.5 Advocacy meetings for increasing nutrition budget (at least 3.5% of total) at federal and province levels
- 3.1.6 Develop nutrition budget code

Output 3.2: MSNP governance mechanism strengthened at federal, provincial, and local levels

- 3.2.1 Organise High Level Nutrition and Food Security Steering Committee (HLNFSS) meetings twice a year.
- 3.2.2 Organise National Nutrition and Food Security Coordination Committee meetings quarterly.
- 3.2.3 Send circular and facilitate formation of nutrition and food security steering committee in provinces.
- 3.2.4 Form nutrition and food security steering committees at province level

Output 3.3: MSNP-2 institutional mechanisms functional at federal government level

- 3.3.1 Strengthen National Nutrition and Food Security Secretariat at NPC.
- 3.3.2 Carry out organization & management survey on including NNFSS in NPC.
- 3.3.3 Facilitate endorsement of the O&M survey report.
- 3.3.4 Recruit staff for NFSS as per approved organogram.
- 3.2.5 Organise nutrition and food security steering committee meetings twice a year at province level.
- 3.2.6 Form nutrition and food security coordination committees at province level.
- 3.2.7 Organise nutrition and food security coordination committee meetings quarterly at province level.
- 3.2.8 Appoint nutrition focal persons for all sectoral ministries at province level.
- 3.2.9 Organise thematic technical working group meetings at federal level quarterly.
- 3.2.10 Form nutrition and food steering committees at local governments level and meet regularly.
- 3.2.11 Form nutrition and food steering committee and regular meetings at ward level in MSNP local governments.
- 3.2.12 Facilitate to assign coordinators (existing staff or outsourced) at local governments to oversee MSNP-II interventions.

Output 3.4: Functional updated information management system across all MSNP-2 sectors

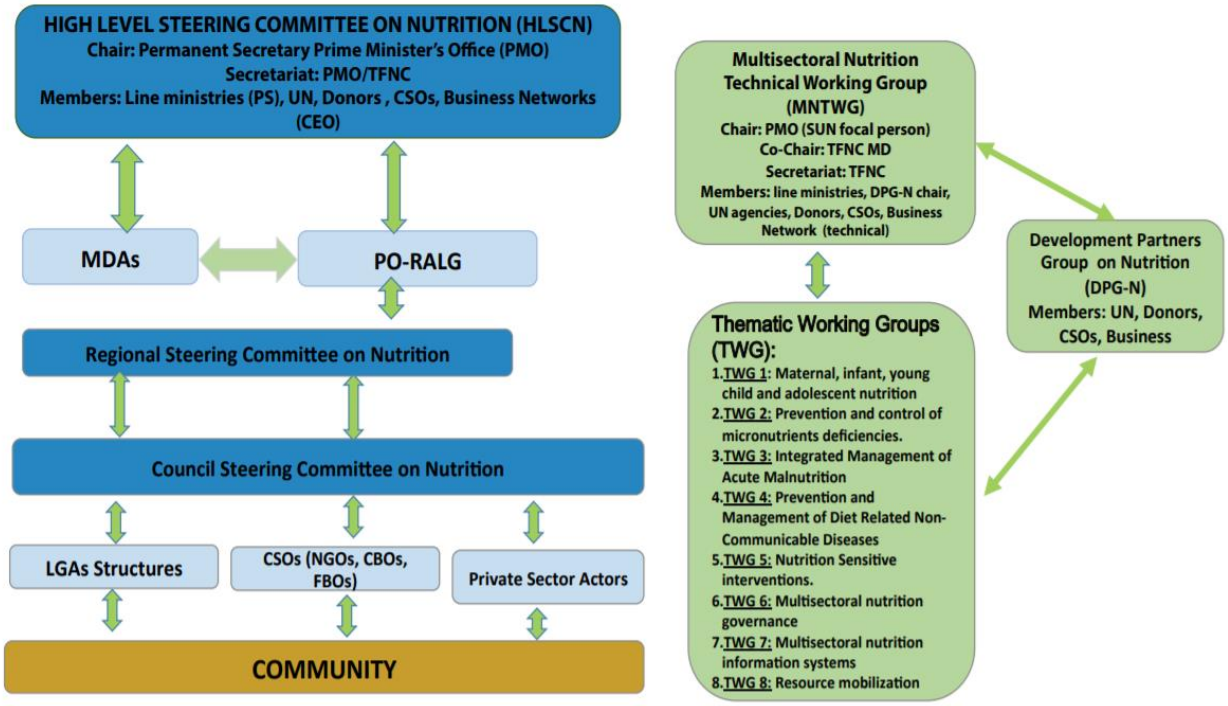
- 3.4.1 Update MSNP information portal and make it functional.
- 3.4.2 Link and update nutrition information at central level (HMIS, EMIS, WASH, agriculture, livestock and local governance).
- 3.4.3 Provide training on web-based MSNP reporting system at federal and province level.
- 3.4.4 Document & disseminate good practices, lessons learned and case studies.
- 3.4.5 Develop and review monitoring and evaluation framework for all MSNP sectors at federal level.
- 3.4.6 Develop and review monitoring and evaluation framework for all MSNP sectors at province level.
- 3.4.7 Ensure development of monitoring and evaluation framework for all MSNP sectors at local level.

Output 3.5: Enhanced capacity of federal, provincial and local government to plan & implement nutrition programmes

- 3.5.1 Develop national capacity building master plan for MSNP-II.
- 3.5.2 Implement capacity development master plan at all levels.

Annexe 4. Exemples de structures de coordination multisectorielle de la nutrition dans certains pays

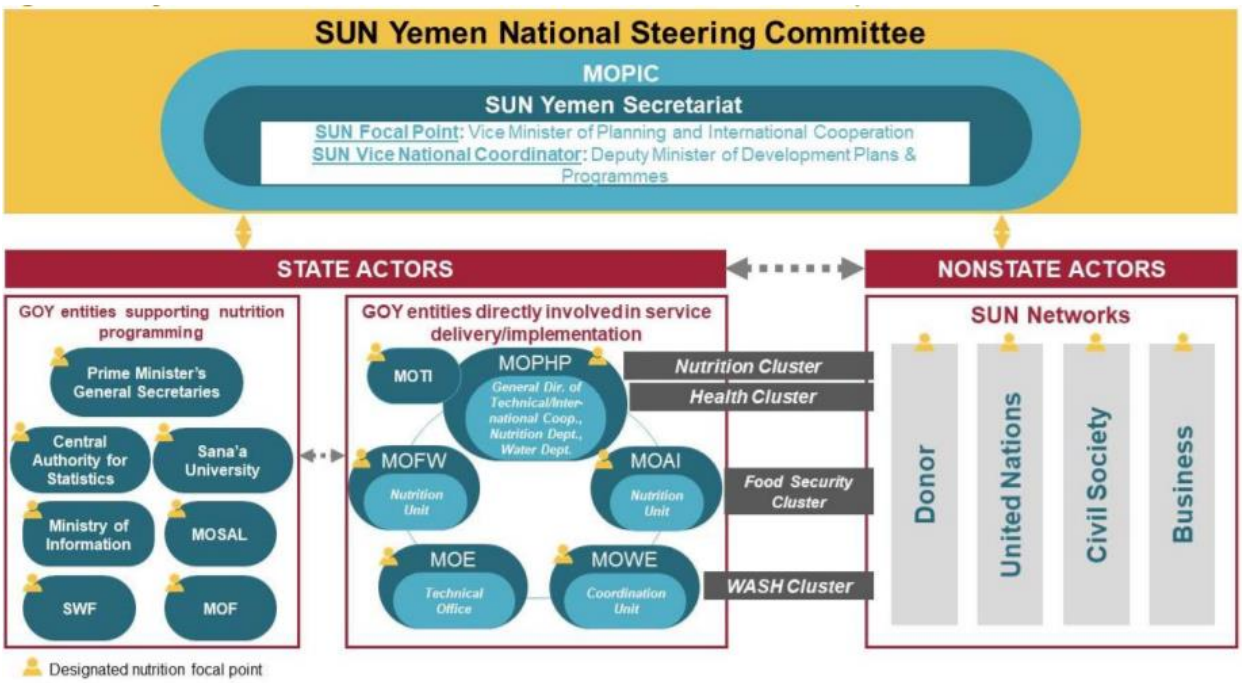
Figure 3. Structure de coordination du Plan d'action national multisectoriel de nutrition (PANMN) de la Tanzanie.



Source : Cabinet du Premier ministre de la République de Tanzanie. *National Multisectoral Nutrition Action Plan (NMNAP) July 2016–June 2021: From Evidence to Policy to Action* (Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (PANMN) juillet 2016-juin 2021 : des éléments factuels à la politique et l'action). Dar es Salaam, Tanzanie : gouvernement de Tanzanie ; 2016 : 85. https://www.unicef.org/tanzania/media/456/file/Tanzania-2016-NMNAP.pdf#page=95.

Abréviations : OSC : organisation de la société civile ; CBO : organisations communautaires ; FBO : organisation confessionnelle ; LGA : autorité administrative locale ; MD : directeur général ; MDA : ministères, départements et agences ; ONG : organisation non gouvernementale ; PO-RALG : Cabinet du président, gouvernement administratif régional et local ; PS : secrétariat permanent ; TFNC : Centre d'alimentation et de nutrition de la Tanzanie ; ONU : Organisation des Nations Unies.

Figure 4. Structure de la coordination multisectorielle de la nutrition au Yémen.



Source : Gouvernement de la République du Yémen. *Yemen Multisectoral Nutrition Action Plan 2020–June 2023*. (Plan d'action multisectoriel de nutrition 2020-juin 2023 du Yémen). Sana'a, Yémen : gouvernement du Yémen ; 2020 : 48. https://mqsunplus.path.org/wp-content/uploads/2020/08/Yemen-MSNAP-FINAL_29April2020.pdf#page=60.

Abréviations : ANC : soins anténataux ; GOY : gouvernement du Yémen ; MOAI : ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation ; MOE : ministère de l'Éducation ; MOF : ministère des Finances ; MOFW : ministère de la Pêche ; MOPHP : ministère de la Santé publique et de la Population ; MOPIC : ministère de la Planification et de la Coopération internationale ; MOSAL : ministère des Affaires sociales et du Travail ; MOTI : ministère du Commerce et de l'Industrie ; MOWE : ministère de l'Eau et de l'Environnement ; SUN : renforcement de la nutrition ; SWF : Fonds de protection sociale ; WASH : eau, assainissement et hygiène.